

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Conception Corporative de La Tour du Pin

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 décembre 1937, à 13.30 heures.

par

M. PENNELIER

JURY..... { *Président : M. LESCURE.*
Suffrageants : BAUDIN professeur.
NOYELLE, professeur.

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
158-160, rue St Jacques
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546312_0030

THESE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

La Conception Corporative de La Tour du Pin

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 décembre 1937, à 13.30 heures

par

M. PENNELIER

JURY.....
Président : M. LESCURE.
Suffrageants : BAUDIN professeur.
NOYELLE, professeur.

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
158-160, rue St Jacques
1937

UNIVERSITE DE PARIS

THESE DE DOCTORAT

FACULTE DE DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Il est bien inutile de souligner l'importance de brûlante actualité que revêt, à l'heure présente, la question du Corporatisme.

Les esprits avertis ne peuvent ignorer à quelles controverses ont donné lieu l'étude de ce sujet. Les sphères doctrinales, les milieux économiques, le grand public même, poléminent à l'envi sur ce problème épineux.

Cette rapide vulgarisation n'a pas manqué d'entraîner certains inconvénients. Le principal est, que, bien souvent, partisans et adversaires du Corporatisme ignorent jusqu'aux rudiments de la doctrine. Ils se contentent d'alimenter leurs discussions à l'aide d'arguments visant plus à impressionner l'auditoire des réunions publiques qu'à étayer scientifiquement leurs convictions.

L'étude doctrinale du Corporatisme est pourtant l'indispensable prélude à toute discussion féconde.

Il serait cependant présomptueux de vouloir l'embrasser dans son ensemble; la matière est trop riche,

la documentation trop touffue, pour qu'une synthèse hâtive, ne risque pas de laisser échapper quelque aspect essentiel. Les divergences sont trop marquées entre les auteurs pour qu'à vouloir faire cadrer toutes les conceptions en un système unique, on ne fasse pas fâcheusement abstraction d'originalités puissantes.

Il peut donc y avoir intérêt en remontant aux sources doctrinales du mouvement corporatiste à étudier séparément les principales d'entre elles.

En ce qui concerne notre pays, la plus ancienne et la plus marquante figure qui se trouve à l'origine même de la renaissance de l'idée corporative est sans conteste La Tour du Pin.

L'examen de sa conception corporative est l'objet primordial de cette étude. Cependant, il est indispensable, à mon sens, d'en éclairer l'accès, d'abord par un exposé succinct, concernant l'auteur lui-même, sa vie, sa formation, ses sources, sa méthode. En un mot, d'essayer de décrire quelque peu le "climat" dans lequel a pris naissance son œuvre, de façon à mieux l'expliquer, d'autre part, marquer la place de l'idée du Corporatisme dans cette œuvre, si riche par ailleurs.

Puis, après un exposé doctrinal détaillé, il semble nécessaire, non seulement d'en faire la critique théorique, mais aussi de confronter le système élaboré avec les faits.

Etant donné qu'il n'est pas possible de tirer des enseignements d'une application des théories mêmes de La Tour du Pin, puisqu'aucun essai de quelque envergure n'a été entrepris, la seule issue restant

ouverte sera de passer en revue les expériences corporatives présentant avec elles quelque analogie dans le passé ou dans le présent.

Peut-être, à l'aide de ces faits, nous sera-t-il donné d'entrevoir quelles seraient les réactions de la matière économique et sociale devant le système de La Tour du Pin.

Pour cela il faudrait s'appliquer, dans chaque cas, à souligner les ressemblances et différences des expériences examinées et de la théorie corporative du sociologue chrétien.

Il n'est nullement question de nous livrer à une étude d'ensemble de toutes les réalisations corporatives effectuées autrefois ou sous nos yeux.

Bien au contraire, il nous faut choisir quelques exemples typiques offrant la possibilité de rapprochements fréquents avec la théorie étudiée et ayant le caractère d'expériences complètes effectivement réalisées.

Ces conditions déterminent le choix des sujets traités.

Dans le passé, je pense qu'aucune expérience ne peut nous être plus précieuse que celle menée en France au cours du Moyen-Age et de l'Ancien Régime, puisqu'elle a servi d'exemple même au théoricien français du Corporatisme moderne.

Dans le présent, nulle tentative d'organisation corporative de la nation ne me paraît avoir été poussée plus à fond que celle qui se déroule aujourd'hui en Italie.

Ces expériences étant retracées, il nous faudra, pour terminer, tenter rapidement de tirer de cette étude les enseignements qu'elle peut comporter, les perspectives d'avenir qu'elle fait entrevoir.

Chapitre Préliminaire

VIE.

Charles, Humbert, René, Comte de la Tour du Pin Chambly, Marquis de la Charce, naquit au Château d'Arrancy-en-Laonnois, le 1 Avril 1834.

Sa famille, originaire du Dauphiné, s'était enracinée en Ile-de-France vers 1750 à la suite du mariage de son bisaïeul paternel avec la dernière héritière des Chambly du Laonnois.

Son ascendance paternelle ne comprenait pas moins de quinze officiers généraux donnés à l'Ancien Régime. Du côté maternel il comptait une longue lignée de magistrats. Enfin coulait dans ses veines le sang de Thomas Corneille.

Fils d'une race militaire, élevé aux champs, il eut le rare privilège d'être éduqué et instruit entièrement par ses parents qui menaient sur leur domaine une existence patriarcale.

Son enfance, entourée d'exemples de piété, ne devait cependant pas lui voiler les réalités de la vie, mais au contraire lui en souligner les devoirs.

Souvent il avait entendu dire par son père en par-

courant avec lui le domaine ancestral : « Souviens-toi que tu ne seras jamais sur cette terre qu'un administrateur pour ses habitants. »

Fidèle à la tradition familiale, après avoir subi l'épreuve du baccalauréat, il suivit à Versailles les cours préparatoires à l'école de Saint-Cyr où il entre en 1852.

Il y acquiert la tournure d'esprit officier, le mépris des richesses qui lui fait refuser un mariage d'argent.

Sorti de Saint-Cyr, il suit les cours de l'Ecole d'Etat-Major, prend part aux campagnes de Crimée et d'Italie, tient garnison en Algérie. Envoyé aux grandes manœuvres prussiennes de 1869, il jette un cri d'alarme resté sans écho.

En 1870, prisonnier après la reddition de Metz, il rencontre au camp d'Aix-la-Chapelle Albert de Mun. Pendant sa captivité, il entend parler du mouvement catholique populaire allemand d'Emmanuel de Ketteler, évêque de Mayence, l'initiateur du catholicisme social.

A peine libéré, il prend part à la répression de la Commune, témoigne au procès Bazaine. Chef du service politique pendant l'état de siège, outré des horreurs sauvages de la Commune et des repréailles bourgeoises de Thiers, qui entretiennent les ferments de haine mutuelle, il en recherche le remède.

La Tour du Pin étudie avec de Mun les moyens d'exercer une propagande sociale.

Il demande à « Monsieur Le Play, son maître », de vouloir bien « tracer une sorte de programme de restauration des saines institutions sociales qui pût rallier par la simplicité même de ses grandes lignes les esprits de quelques hommes de bonne volonté. »

Un jour, il reçoit la visite de M. Maignien, un religieux qui dirige à Montparnasse un cercle de jeunes ouvriers destiné à les former à la direction d'œuvres catholiques populaires.

La Tour du Pin s'y rend un soir et transporte son auditoire. Il y introduit Albert de Mun dont l'éloquence produit une impression considérable.

La Tour du Pin attire d'autres dévouements: Paul Vignault, Emile Keller, Léonce de Mun, rédige un appel aux hommes de bonne volonté et organise la propagande méthodiquement. La formule adoptée sera « L'OEuvre des Cercles catholiques d'ouvriers a pour but le dévouement de la classe dirigeante à la classe ouvrière, pour principes les définitions de l'Eglise sur ses rapports avec la société civile. »

Le premier cercle fût fondé à Belleville, tout près du mur des Fédérés.

Les fondateurs de l'œuvre acquièrent rapidement l'appui de l'abbé d'Hulst, du R. P. Montsabré, du Père du Lac et de Mgr. Mermillod.

Ils s'adjoignèrent bientôt Léon Harmel, grand industriel, et ses associations anciennes organisées en « Corporation du Val des Bois. »

Dès ce moment l'esprit des dirigeants se tourne « vers les grandes masses ouvrières et la solution des problèmes qui les agitent. »

La Tour du Pin en mesure le premier la portée et affirme la nécessité d'une organisation corporative et d'une législation sociale.

Mgr. Mermillod l'appelle à Ferney où il réunit en conférence les divers pays. La Tour du Pin y rencontre le Comte de Blome et les princes Alfred et Aloys de Lichtenstein. Le 15 juin 1877, le Comman-

dant La Tour du Pin est appelé au poste d'attaché militaire en Autriche-Hongrie.

Au cours de cette mission de quatre années, il eût l'occasion, non seulement de compléter ses études économiques mais, de plus, d'avoir de fréquents contacts personnels avec Frohsdorf où le Comte de Chambord l'accueillit en ami et l'entretint des questions sociales qui constituaient une de ses grandes préoccupations.

Son rôle politique même ne fût pas négligeable puisque, détail connu, il reçut et exécuta la mission de proposer au ministre de la guerre, le Général Billot, d'exécuter un coup d'Etat en faveur du Comte de Chambord.

L'année 1881 fût pour La Tour du Pin celle du retour en France et celle de la retraite.

Aussitôt rentré, il prend la direction de la première section de l'OEuvre des Cercles : section d'Etudes.

Des divergences se manifestent bientôt entre les dirigeants de l'OEuvre séparant Léon Harmel, individualiste et réaliste, de La Tour du Pin, interventionniste et doctrinaire.

Ce devait être le point de départ de divisions plus profondes qui opposèrent plus tard le mouvement «démocrate chrétien» à celui de «l'Action Française.»

L'année suivante, La Tour du Pin se retire à Arrancy où bientôt son père meurt; il prend en mains la direction du domaine familial.

Il profite de ce retour à la terre pour réaliser, dans le département de l'Aisne, un début d'organisation professionnelle : «Les Réunions agricoles de l'Aisne».

Peu de temps après, il entre à la Société des Agriculteurs de France, y défend ses idées sociales.

Administrateur de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est, il prend son rôle au sérieux et bataille au sein du Conseil contre les hommes d'argent et les théories libérales.

Le Conseil des Etudes de l'OEuvre des Cercles, accusé par les catholiques libéraux de socialisme, envoie La Tour du Pin en ambassadeur au Saint-Père, Léon XIII le reçoit le 20 février 1885 et, en réponse à son plaidoyer, s'écrie : « Mon fils, ce n'est pas du socialisme, cela ! C'est du christianisme ».

Au retour de ce voyage, la Tour du Pin retrouve à Venise le Comte de Blome et étudie avec lui une convention internationale sur la législation sociale. Les préliminaires en furent examinés par une réunion d'hommes de marque sous la présidence de Mgr. Mermillod. Ce fût l'Union de Fribourg. Ces travaux poursuivis pendant six ans, servirent à la préparation de l'Encyclique « Rerum Novarum ».

A l'occasion de la célébration révolutionnaire des Etats de Vizille en 1788, la Tour du Pin organise une contre-manifestation avec des descendants des membres dans l'esprit traditionnel, en délégations professionnelles par corps.

Le succès éclatant l'incite à organiser l'année suivante dix-huit assemblées provinciales, puis des Etats Généraux à Paris.

La question du Ralliement vient paralyser l'action de tous ces groupements en mettant la division parmi leurs chefs.

Une scission se produit au sein de l'œuvre des

Cercles. De Mun, rallié, demande la démission de La Tour du Pin, demeuré fidèle à ses convictions royalistes. Celui-ci d'ailleurs a la joie, l'année suivante, sur les instances d'Albert de Mun de reprendre sa collaboration à la Direction de l'OEuvre des Cercles fort mal en point.

Deux ans plus tard, La Tour du Pin devait cependant s'en retirer définitivement.

Le Colonel de La Tour du Pin a bientôt soixante ans. La vie solitaire au foyer d'Arrancy lui pèse et cependant, attaché à la terre ancestrale, il refuse de se fixer à Paris.

Son existence s'égaie soudain par un tardif mariage avec sa cousine, Marie de la Tour du Pin Montauban.

Celle-ci devient la collaboratrice ordonnée de son mari et commence à collationner ses écrits, le plus souvent des articles de circonstances, paraissant dans « l'Association Catholique ».

La voix du marquis de La Tour du Pin est de plus en plus écoutée.

Il rédige un rapport, résumant ses principes d'organisation politique, à l'occasion du Congrès tenu à Paris pour la célébration du XVI^e centenaire du baptême de Clovis.

Il participe d'autre part aux entretiens par lesquels s'amorce le mouvement de l'Action Française. Peu après, la demeure d'Arrancy s'attriste à nouveau. Madame de La Tour du Pin meurt et le Colonel s'enferme dans un deuil farouche. Les familiers comprennent que seul le travail peut encore le distraire. Ils effectuent avec lui la classification de ses meilleurs

articles et ce fut la publication des « Jalons de Route ». La guerre vient rompre la douce ordonnance de sa laborieuse et austère existence de vieillard. A 80 ans le Colonel redemande du service. Maire de la commune il décide d'y subir l'occupation et s'emploie à assurer l'ordre et le ravitaillement. Déporté à Karlsruhe, puis évacué en Suisse, il rentre en France à la victoire et meurt à 90 ans, le 4 décembre 1924.

OEUVRE.

L'œuvre de la Tour du Pin, gentilhomme du XIX^e siècle, légitimiste et chrétien, soldat et sociologue, diplomate et propriétaire terrien, devait se ressentir profondément des principes qui avaient dirigé la formation de sa personnalité et des leçons qu'il avait tirées de l'exercice de ses activités.

C'est à la lumière de cette idée, qu'il faut étudier et tenter de résoudre ici un problème toujours délicat : celui des influences qui se sont exercées sur la pensée de l'auteur, des sources auxquelles il a puisé.

Cette question est d'autant plus épineuse que La Tour du Pin, dans une lettre ouverte adressée à la Direction de l'Association Catholique, a prétendu délimiter lui-même « les origines d'un programme ». Cette missive visait essentiellement à « rectifier la légende suivant laquelle les sources de son œuvre seraient à l'étranger, en Autriche particulièrement. »

La connaissance approfondie de la langue allemande, sa mission militaire en Autriche-Hongrie, ses entretiens avec les sociaux d'Autriche-Hongrie, ses apports quelque crédit à cette thèse.

La Tour du Pin réfute en insistant sur les influences purement françaises qui se sont exercées sur sa pensée. Il cite au premier chef, comme facteur déterminant sa formation sociale au foyer familial : «Rappelle-toi toujours... ».

D'autre part il s'étend assez longuement sur les travaux qu'ont effectués avec lui plusieurs de ses compariotes et dont le résultat a contribué à éclairer ses pensées et souligne au passage l'origine bien française du programme de réfection sociale reposant sur l'association professionnelle, la représentation des intérêts, la décentralisation qui s'est fait jour pour la première fois dans une lettre publique de Mgr le Comte de Chambord aux ouvriers en 1865.

Enfin, s'il concède qu'il serait injuste de faire abstraction du profit qu'il a pu retirer des travaux d'un Vogelsang, d'un de Blome, ou de ceux de l'Union de Fribourg, il n'en souligne pas moins que ces doctrines étrangères n'ont pas été importées par lui et acceptées par ses amis, mais qu'elles n'ont fait que confirmer les convictions traditionnelles de toutes les notions de civilisation chrétienne provisoirement éclipsées en France par le libéralisme.

Il me semble à la fois difficile et dangereux de prendre parti dans une discussion et j'avoue n'en pas bien saisir la nécessité.

Car, ce qu'affirme au fond La Tour du Pin, c'est qu'il n'a pas été simple adaptateur français des doctrines autrichiennes et que d'autres influences se sont exercées sur son œuvre.

Une lecture des ouvrages de La Tour du Pin ne peut que confirmer pleinement cette déclaration et

amener à penser qu'en dehors même des sources non étrangères énumérées par l'auteur : formation sociale et doctrine légitimiste, il y en a encore d'autres.

C'est ainsi qu'il est difficile de nier que La Tour du Pin, non seulement catholique pratiquant, mais profondément instruit de la doctrine religieuse, n'ait imprégné son œuvre de la morale de l'Evangile et n'ait modelé ses doctrines économiques, particulièrement de l'usure et du juste prix, sur les conceptions de St Thomas d'Aquin.

Enfin, son amitié avec Le Play nous permet de comprendre combien l'influence de la conversation et des ouvrages de l'auteur des « Faux dogmes de 89 » a été grande en ce qui concerne la critique rigoureuse que La Tour du Pin a tracée du libéralisme et du socialisme.

Plus que sa pensée, le style de la Tour du Pin s'est ressenti de sa culture étrangère.

La langue, de son aveu même, n'est pas sans compter quelques tournures originales, quelques idiosyncrasmies variés. La phrase, souvent incisive, parfois heurtée, tendant toujours à exprimer le maximum de pensée avec le minimum de mots, surprend au premier abord et déconcerte. Cependant, si l'on cherche à rendre d'une autre manière les mêmes idées, on s'aperçoit bien vite qu'il est difficile de trouver raccourci plus saisissant, expressions plus idoine.

La méthode de la Tour du Pin, elle aussi déroute à première vue.

L'enchaînement des idées semble parfois ténu au point de donner l'impression d'une brillante composition rédigée au courant de la plume.

A la réflexion il est facile de se rendre compte que ce n'est là qu'une illusion entretenue par la spontanéité, voire la fougue du style et de la pensée de l'auteur.

Les idées se relient, au contraire, sur un plan logique, laissant toute sa fraîcheur à l'image, sa vivacité à l'expression.

La Tour du Pin, catholique, ne se cantonne pas cependant dans les déductions d'un « a priorisme » théologique.

Il analyse ce qui est; il détaille, lucidement et sans faiblesse, les vices d'un système. Puis, il cherche dans les expériences du passé ou d'autres pays, celles dont l'exemple peut servir à réaliser ce qui doit être.

Doué d'un rare esprit de synthèse, il rassemble ces matériaux pour édifier la société future.

C'est par un parallélisme constant entre le fait et l'esprit qu'il résout les problèmes de l'économie et ce sont toujours en même temps les conséquences spirituelles et matérielles qu'il envisage.

Réaliste, dans sa claire vision du présent, singulièrement prophétique parfois dans ses perspectives d'avenir, peut-être était-il un peu optimiste dans ses reminiscences du passé.

Il faudrait dans ce cas admirer son courage. A l'époque où se situe la majeure partie de son œuvre, il était en effet aussi peu conformiste de chercher des modèles dans une certaine période de notre histoire que de secouer la quiétude bourgeoise en mettant en doute les principes sacro-saints d'un libéralisme orthodoxe.

La Tour du Pin, gentilhomme « bien pensant », n'a pas craint de bousculer ainsi les dogmes d'une école officielle alors à son apogée.

N'aurait-il que ce titre de gloire, il passerait aujourd'hui pour un précurseur des temps présents ; peut-être est-il aussi, suivant le mot d'un de ses disciples : « L'étrange héraut d'un temps qui n'est pas encore venu ».

CHAPITRE I.

Esprit Général de l'OEuvre Place de la Corporation dans la doctrine de la Tour du Pin

La Tour du Pin a consacré deux ouvrages à l'exposition de ses doctrines politiques, économiques et sociales.

L'un : « Jalons de Route vers un ordre social chrétien » est un recueil d'études et d'articles de circonstances dont la parution s'échelonne entre 1892 et 1907. Le second : « Aphorismes de Politique Sociale » n'est qu'une mince brochure contenant une série de définitions qui parurent pour la première fois dans la « Politique sociale entre 1887 et 1892 ».

Les questions traitées dans ces volumes et dans quelques articles épars sont, en raison même du caractère particulier de leur rédaction, à la fois nombreuses et de sujets fort variés.

C'est ainsi qu'en dehors des développements étendus que la Tour du Pin consacre à la question corporative, il a exposé par ailleurs des idées souvent originales sur des thèmes aussi divers que le Capita-

lisme, la Réforme agraire, la Noblesse, la question juive, le Droit historique, etc...

Un tel éclectisme pourrait rendre fort délicate l'élaboration d'une doctrine d'ensemble s'il n'existait, dans l'œuvre de La Tour du Pin, comme dans son esprit, un sens profond des rapports de causalité, que l'abondance des pensées peut masquer parfois, mais ne détruit jamais.

Il est indispensable à la parfaite intelligibilité de la théorie corporative de La Tour du Pin de ne pas l'isoler complètement du faisceau doctrinal dans lequel elle a sa place, de ne pas perdre de vue le but dans l'esprit duquel elle a été conçue.

En exposant le plan de son recueil « Jalons de Route » La Tour du Pin prend soin de nous indiquer quel est l'objet de son œuvre et quel en est l'esprit.

L'orientation générale, dit-il « est celle d'une recherche de la justice sociale, c'est à dire d'un ordre chrétien des sociétés en général et, en particulier pour celle de ce temps et de ce pays. La rupture d'avec le libéralisme en religion, en économie, en politique, en est le fil conducteur. »

Cette lutte contre le libéralisme paraît à l'auteur d'autant plus nécessaire qu'à l'époque où il commence à écrire c'était « l'erreur régnante », la forme scientifique qu'avait revêtue la double tendance individualiste et matérialiste.

Aussi le sociologue chrétien stigmatise-t-il avec vigueur « cette doctrine philosophique d'après laquelle le bien et le mal ont des droits égaux dans la société, la doctrine politique d'après laquelle le pouvoir social émane de la souveraineté du peuple, la doctrine

économique d'après laquelle les intérêts sont régis par des lois naturelles qui suffisent à les mettre en harmonie ».

A l'occasion de la célébration du Centenaire de la Révolution l'OEuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers résolut d'opposer à la glorification des principes de 89 un sommaire d'études capable de contribuer à « substituer à la légende de l'ère moderne le jugement impartial de l'histoire. »

Chargé de la préparation de ces études, La Tour du Pin exposa, en quelques pages incisives, les idées révolutionnaires et la marche de leur application.

Pour lui, comme pour Le Play, les faux dogmes de 89 sont la liberté naturelle et l'égalité native.

La Déclaration des Droits de l'Homme ne s'attaque pas d'une manière expresse aux droits de Dieu, mais elle les passe dédaigneusement sous silence. De plus, elle part d'une supposition en contradiction formelle avec le dogme du péché originel, à savoir que tous les hommes sont bons et vertueux. Le rationalisme conduit à l'athéisme.

Le principe politique de la Déclaration proclame le dogme de la souveraineté du peuple, inaliénable, indivisible, ne donnant à aucun élément de la nation sa « propre part pour la protection de ses propres droits et de ses propres intérêts. » Il ne reste debout qu'un pouvoir suprême à base plébiscitaire mouvante et une bureaucratie à compétence universelle fonctionnant seule dans l'Etat omnivore. C'est le Césarisme. »

Dans l'ordre économique, le principe de la liberté affranchit le travail, la propriété, le commerce, facilite le prêt, l'échange, le crédit.

Ceci semble plein de promesses pour l'épanouissement de la richesse. Il n'en est cependant rien. Car « ces régimes de liberté ne font pas que l'homme puisse travailler, posséder, échanger comme il veut, mais comme il peut, » c'est-à-dire selon la loi mécanique de la concurrence. Les hommes ne vivent plus selon la loi du Christ, mais selon celle de Darwin. Le libéralisme conduit au matérialisme.

L'évolution historique depuis 89 a eu pour résultat la désorganisation sociale. La Révolution n'a cessé de poursuivre la destruction de l'Eglise catholique. Elle a détruit l'unité de l'enseignement, chassé Dieu et la famille de l'Ecole en leur substituant un athéisme officiel décoré du nom de liberté de conscience.

Les mœurs formées et conservées au foyer familial se sont ressenties des attaques que subissait la famille elle-même, lois successorales, loi sur le divorce, manque de protection de la femme et de l'enfant. Celles-ci ont engendré la dépopulation des campagnes, la dégénérescence des populations industrielles, la précocité de la criminalité.

Le principe politique sur lequel reposait la constitution de l'Ancienne France était le droit historique, formant une coutume à peine codifiée, mais inscrite dans le cœur de tous les Français. Le principe monarchique, attaqué au nom du dogme de la souveraineté populaire, est tombé et, avec lui, la base de ce droit historique que l'essai de multiples constitutions éphémères n'a point permis de retrouver : « La France n'est pas passée de la Monarchie à l'Empire ou à la République, mais à l'anarchie.

Le faux dogme de l'égalité native entre les hommes a transformé la constitution juridique. La proclamation d'un droit commun a fait disparaître toutes les garanties de compétence et d'indépendance que présentaient les juridictions spéciales.

La dette publique s'est accrue. L'armée et la marine ont perdu leurs cadres formés à bon compte par des familles professionnelles; la conscription, véritable calamité publique, a pris place dans nos institutions.

L'assistance publique, assurée autrefois dans des proportions plus convenables qu'aujourd'hui par les corporations professionnelles et religieuses, retombe maintenant à la charge du contribuable. « La Révolution a audacieusement dépouillé les pauvres. »

Le dépeuplement actuel des campagnes vient de la stérilité systématique due au régime successoral, de l'excessif individualisme, des abus de la concurrence et de la spéculation favorisée par la législation révolutionnaire.

Le régime de la liberté du travail a produit l'antagonisme entre patrons d'une même industrie et surtout entre ceux-ci et leurs ouvriers. Ces derniers, par la disparition des institutions coopératives, se voient frustrés de la garantie d'une existence aisée dans le labeur et de secours dans la gêne.

La législation commerciale, issue de la Révolution, a été à la fois confuse, arbitraire et cruelle. A la notion du juste prix on a substitué la raison d'Etat pour déterminer les règles du marché livré en principe à la concurrence.

Le drainage de l'Épargne par le Trésor Public s'est accru au détriment des légitimes besoins de crédit du commerce moyen. Et ce qui reste de capital non obéré est le plus souvent entre les mains de compagnies anonymes à responsabilité forcément limitée mais à liberté illimitée. Le capital est devenu beaucoup plus un objet de spéculation qu'un instrument de travail : « S'il y a un peu plus de millionnaires il y a beaucoup plus de prolétaires. »

Les conséquences immédiates de cette œuvre de destruction sont : la création d'un capitalisme de spéculation et d'usure, la domination juive, le règne conjugué de la démocratie et de la ploutocratie.

La révolution économique qui se produit dans le monde industriel peu après la révolution politique a fait tomber l'ouvrier, égal du maître en droits politiques, dans une dépendance sans limites sous le rapport économique. L'écart est croissant entre la condition de l'employé et celle de l'employeur, ignoré et irresponsable. L'ouvrier n'a plus de chance d'accéder à la maîtrise. Il est pour le patron un simple outil et le patron est pour lui « une caisse qu'il doit remplir, mais qu'il lui serait beaucoup plus agréable de vider à son profit ». Le régime patronal a fait place au régime capitaliste.

Le régime économique, apanage du siècle actuel, repose sur l'usure. Ce mot désigne communément le prélèvement d'un intérêt excessif à raison du prêt d'un capital, mais scientifiquement tout intérêt de cette sorte constitue une usure quelqu'en soit le taux.

On loue un objet qui s'use par l'emploi pendant

la durée de la location ; une maison, par exemple. « Prêter à intérêt, c'est prêter à usure », c'est-à-dire tirer bénéfice d'une location d'un objet qui doit nous être restitué intégralement sans détérioration, dépréciation, ni diminution.

Après une vente au juste prix ou une location équitable chacune des deux parties est aussi riche qu'avant; après un prêt au contraire, l'équilibre est rompu.

L'usage du prêt rompt l'équilibre social en accroissant les inégalités économiques; les uns vont à l'opulence, les autres à la misère.

Aujourd'hui, le prêt à intérêt n'est plus regardé comme usuraire, parce que l'Etat y a recours sous la forme de rente. L'argent travaille et rapporte un intérêt fixe, indépendant des profits et l'entreprise. Le peuple est partagé entre travailleurs et rentiers.

La spéculation est une pratique usuraire particulièrement habile.

Jouer sur des différences de cours, perturber les marchés des produits, est un des moyens les plus rapides d'édifier une fortune.

Ainsi, grâce à l'usure, une partie de la nation vit du travail d'autrui. Ce système social est d'une telle injustice qu'il doit aboutir à une révolution.

Suivant La Tour du Pin, la principale bénéficiaire de cet état de choses néfaste est la nation juive.

Dans un article paru en 1898, en pleine affaire Dreyfus, l'auteur des « Jalons de Route » se livre à une longue étude de la « Question Juive » et en tire des conclusions d'un racisme si véhément qu'elles pourraient lui valoir le titre de précurseur des dirigeants actuels du III^e Reich.

Les Juifs, selon sa conception, forment une nation qui croit avoir reçu de Dieu la promesse de l'Empire du monde.

La propriété est l'accomplissement de cette promesse : « En accaparant par l'usure les biens des étrangers à sa foi, le Juif ne fait qu'accomplir les vœux de Dieu. »

La cité chrétienne du Moyen-Age a su tenir le Juif à distance grâce au ghetto.

En laïcisant la société la révolution a supprimé cette barrière : l'invasion juive s'est alors étendue, a pénétré les institutions sociales et politiques pour les ruiner. La France entière est maintenant traitée en « pays conquis ».

L'appétit des richesses mal acquises par le mirage du jeu, s'y développe, le travail est frustré de ses droits, la propriété détournée de ses devoirs.

Les affaires publiques et privées sont entre les mains de quelques-uns ; c'est le règne de la ploutocratie, conséquence du système révolutionnaire qui, croyant affranchir l'homme, n'a libéré que le capital.

Mais les travailleurs, écrasés sur le terrain économique par le nombre des écus, se sentent forts sur le terrain politique par le nombre des voix.

La démocratie se rebelle et la lutte s'engage entre l'oligarchie capitaliste et les masses prolétariées.

La guerre sociale est d'autant moins évitable, que plus rien ne s'interpose entre la ploutocratie et la démocratie, entre le capitalisme et le socialisme, car les forces sociales qui tiraient leur prestige d'autre chose que l'argent ont été déconsidérées et corrompues.

L'aristocratie historique, atteinte par la « lèpre

judaique » est annihilée. Les inégalités économiques deviennent d'autant plus saillantes que les inégalités sociales ayant une cause morale ou historique ont disparu.

A juste titre, la démocratie s'émeut. Elle ajoute à son programme d'égalité politique celui d'égalité économique. Elle prend alors le nom de socialisme.

Ainsi le libéralisme prépare inéluctablement le socialisme révolutionnaire.. Ce dernier en est la conséquence logique et prochaine.

La Tour du Pin fait cette constatation sans frayeur, mais aussi sans joie. Car, pas plus que le libéralisme, le socialisme n'est conforme à sa conception morale de la vie en société.

Dans un régime socialiste en effet, l'individu est considéré comme un rouage indispensable de la société à laquelle reviendrait la charge intégrale de tirer profit de ses moyens et de fournir à ses besoins. C'est là un retour à l'esclavage, non plus en faveur d'un maître, mais en faveur de l'Etat.

Les prolétaires, las de l'insécurité résultant du régime individualiste, pensent que l'Etat « sera pour eux un bon maître parce qu'eux-mêmes en seront les maîtres », et que la suppression des existences oisives diminuera la somme de travail à répartir entre les citoyens. »

Cet idéal difficile à réaliser; n'est pas aussi critiquable en soi que la condition pour l'atteindre qu'il exige au préalable : à savoir la destruction de toute organisation sociale préexistant : nation, corporation, famille....

Pour briser définitivement ces cadres naturels, il

faudrait la tyrannie d'une aristocratie souveraine et puissante, car la multitude est incapable d'un tel effort comme d'une telle suite dans les idées.

La dictature du prolétariat risquerait de se traduire par ce dont le socialisme a le plus en horreur : le règne des prétoriens.

Si l'avènement du socialisme révolutionnaire semble à la Tour du Pin une menace pour l'avenir, il constate que l'acheminement au socialisme d'Etat est un fait du moment.

Ce système, dans lequel les fonctions économiques de la société sont converties en services publics, est en voie de réalisation, grâce au développement des grandes compagnies anonymes, financières et industrielles. Il est à tout prendre supérieur à l'état d'exploitation impitoyable des faibles que préconise l'école libérale sous le nom de libre concurrence.

Cependant le corps social, création naturelle, possède en lui assez d'organismes variés pour accomplir ses diverses fonctions, pourvu que la tête qui le gouverne veille à l'équilibre de ces fonctions dans un esprit de justice et de paix.

C'est à ce Pouvoir qu'il revient, non pas d'absorber les facultés de l'individu, mais de faciliter et protéger leur exercice.

Ainsi le socialisme donne de la question sociale une solution brutale et artificielle.

Supprimer la propriété privée, c'est porter atteinte à un droit naturel et respectable, c'est méconnaître la loi historique de l'inégalité des individus.

« Il y aura toujours des pauvres parmi vous ».

La nécessité d'une réfection sociale s'impose ce-

pendant, mais elle doit être recherchée par d'autres moyens.

Il faut assurer le règne de la justice sociale.

A la conception romaine de la propriété quiritaire, affranchie de toute charge, il importe d'opposer la notion chrétienne de la propriété, fonction destinée à profiter non seulement au propriétaire, mais à la société.

A la loi de concurrence illimitée dans l'échange, il faut substituer celle de l'équivalence réelle des prestations et baser le juste contrat sur le juste prix

Le dogme barbare de la liberté du travail qui aboutit à faire du labeur humain une marchandise soumise aux aléas spéculatifs doit être renié et un juste salaire doit assurer à l'ouvrier à la fois l'équivalent de son apport au travail et les moyens de subvenir à l'entretien de sa famille.

La réalisation de ce programme social peut-elle être imposée par le seul Etat ?

La Tour du Pin ne le pense pas.

L'individu, isolé devant l'Etat omnipotent, n'aura pas la conscience de ses devoirs de solidarité envers ses semblables.

Une contrainte, même souveraine, ne peut suppléer au sentiment qui naît de l'habitude de vivre, de travailler en commun.

Le corps social ne se compose pas d'une seule cellule, mais d'une série d'organismes naturels aux fonctions variées.

L'individu, pour accomplir sa tâche, doit se sentir encadré, soutenu. Les éléments de l'ordre écono-

nique, de l'ordre social, de l'ordre politique, sont les mêmes.

L'ordre social chrétien, qu'il faut instaurer, intercale entre l'individu et l'Etat, une série de corps intermédiaires, dont l'action doit permettre d'atteindre plus facilement la justice sociale.

Ce sont, tout d'abord, les autorités morales : L'Eglise et la Famille, les organismes politiques locaux, Communes et Provinces, les forces économiques : l'Atelier, la Corporation; enfin, arbitre des conflits éventuels entre ces membres du corps social : la Monarchie, tirant sa force et son prestige de la Tradition.

L'homme est un être religieux. Tout ordre social correspond en une mesure plus ou moins complète à une conception religieuse.

L'Eglise, bien que dans sa nature, elle ait pour but le salut des âmes, est cependant, dans la sphère des choses humaines, la source de nombreux bienfaits sociaux.

Elle ne doit pas avoir pour seul attribut le ministère, c'est-à-dire l'administration des sacrements, mais elle doit aussi, dans une société chrétienne, assumer la direction de l'enseignement, fonder, distribuer, maintenir la doctrine sociale comme au temps où « la philosophie de l'Evangile gouvernait les Etats. »

L'Eglise doit aussi juger, déterminer ce qu'il y a de légitime dans les prétentions des adversaires, en présence, assurer ainsi le règne de la justice sociale et de la charité.

Ce n'est pas là usurper les prérogatives de la

puissance publique. L'Etat et l'Eglise doivent collaborer dans une nation chrétienne.

L'homme naît dans une société déterminée par des circonstances historiques, des événements causés par des courants d'idées qui ont présidé à la formation ou à la transformation de l'Etat.

« Il y a donc des Etats chrétiens, musulmans.... il n'y a pas d'Etats neutres, parce qu'il n'y en a aucun qui ne soit l'expression politique d'une société et pas de société qui ne soit sortie du vide de croyance ou d'idéal chez ses premiers auteurs. »

L'Eglise, dans son rôle général de direction morale de l'individu, est secondée par la famille, premier élément, molécule essentielle du corps social.

Dans un ordre social chrétien, la stabilité morale de la famille est assurée par l'indissolubilité du lien matrimonial.

A l'inverse de la Révolution, la réfection sociale procure au foyer la sécurité économique, en lui rendant ses attaches avec la propriété, cela, par la réforme du Code Civil, en augmentant la liberté testamentaire et en facilitant la constitution du bien de famille.

La famille enfin doit reprendre sa place dans l'ordre politique dont elle devient l'unité primordiale.

Les foyers d'un même voisinage forment une société naturelle et nécessaire qui est la commune.

Le principe d'une organisation communale doit être recherché dans la représentation des droits et des intérêts, religieux, familiaux et économiques.

Cette représentation peut s'exercer suivant des modalités diverses, en ayant soin de distinguer l'organisation des communes rurales, uniformes, de celles

des villes dont la population présente des éléments plus variés.

Parmi les libertés communales, la plus fondamentale est celle de posséder, non seulement en droit mais en fait. Une reconstitution de la propriété communale s'impose en faveur de la partie indigente ou peu aisée de la population. Les administrateurs de ce patrimoine des pauvres ressuscité auraient une part dans la gestion des affaires communales; ainsi se trouverait assurée la représentation complète et légitime de tous les droits et intérêts de la commune par des magistrats, élus par ses chefs de famille, ou investis d'un mandat d'ordre communal par la nature même de leurs fonctions.

Organisme local supérieur, la Province, résultant comme la Commune, du développement historique de la Société, est moins parfaite que la nation constituée en Etat, mais déjà suffisamment autonome et complète. Les vicissitudes de l'Histoire peuvent la transporter d'une nation à l'autre, mais elle n'en peut dissoudre les biens sociaux.

La Tour du Pin, comme Le Play, fait ressortir que l'organisation de cette province doit avoir un caractère plus aristocratique que celle de la commune, car il y a là, non plus des besoins locaux primordiaux à satisfaire, mais des droits généraux à représenter par une Chambre des Communes et une Chambre des Etats.

A la chambre provinciale des Communes ressortissent les questions administratives ou d'intérêt commun.

A la chambre provinciale des Etats appartient l'é-

tude, la manifestation et la représentation des intérêts de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des professions libérales près des pouvoirs publics.

C'est là que se formera et qu'apparaîtra une aristocratie provinciale à défaut de laquelle il n'y a pas de décentralisation possible.

La province doit présenter en plus de ces deux Chambres, qui forment son ossature politique, tous les organes de sélection qui peuvent la doter d'une vie complète : corps juridiques, administratifs, académiques.

Ceux-ci doivent être pourvus d'une représentation.

Dans cette conception nouvelle ils ne constituent plus des organes de l'Etat, mais de la province, soumis seulement au contrôle de l'Etat.

Les forces économiques, comme les autorités locales ou morales, doivent être réorganisées dans un esprit d'ordre social chrétien.

De même que le foyer est le siège de la famille reconstituée, l'atelier est le lieu du Travail organisé pour nourrir la famille.

La fonction est donc sociale et non individuelle.

Elle doit correspondre avant tout aux exigences de la vie familiale, et pour cela, non seulement fournir le pain quotidien, mais encore celui des vieux jours et l'aliment des générations nouvelles.

Les modes d'organisation de l'atelier peuvent varier suivant les conditions du travail, mais aussi bien aux champs qu'à l'usine, au bureau qu'au métier, ses charges sont les mêmes, elles constituent le droit du travail si souvent contesté qui, cependant,

« n'est pas moins légitime ni d'une autre essence que le droit de propriété ».

Ce qu'il faut restaurer avant tout dans l'atelier, ce sont les notions essentielles sur les devoirs du patronat, le juste salaire, la dignité de l'ouvrier.

L'éducation moderne, même chrétienne, n'a montré au patron dans la charge d'âmes et d'existences qu'il tient de sa situation, que des devoirs de charité en place de devoirs d'état, c'est-à-dire de justice sociale.

L'ouvrier n'a pas été traité comme si l'atelier était pour lui le prolongement du foyer avec ses droits, ses devoirs, sa sécurité.

Pour mieux accomplir cette mission et conformément à leur tendance naturelle les ateliers d'un même corps d'Etat doivent se former en sociétés corporatives.

Cette formation est aussi nécessaire à la protection de leurs intérêts professionnels que l'agglomération communale aux foyers d'un même voisinage.

Sa société doit être organisée en corps professionnels, dans l'ordre économique pour substituer à la liberté illimitée du travail, du capital et de la concurrence des règles dictées par les intéressés, en vue d'assurer la sécurité du métier; dans l'ordre politique pour fournir aux corps élus la représentation des droits et des intérêts.

L'ensemble de cette organisation constitue le régime corporatif.

La réfection sociale aboutit donc à susciter ou à ressusciter une série de corps intermédiaires d'origines diverses de fonction et de puissance variées.

Quel sera le coordinateur de ces forces en vue du bien commun ?

L'Etat semble seul à même de remplir ce rôle. Formé en vue de l'intérêt national, disposant de l'ensemble des pouvoirs et des forces de la nation, cette fonction est conforme à son but et dans la mesure de ses moyens.

Cependant, si l'arbitrage suprême requiert parfois pour son application la force « *ultima ratio principis* » le plus souvent il n'exige que la souplesse et l'autorité, le prestige que confère la durée dans la sécurité.

Le régime démocratique, suivant La Tour du Pin, est incapable en France d'assurer cette pérennité.

« L'Etat français est monarchique et dès qu'il cesse de l'être il devient anarchique. »

L'unité française est uniquement le fait de la Maison de France. Celle-ci incarne parfaitement les deux principes de l'organisme social : le foyer et l'atelier.

« La Maison de France est une famille professionnelle dont le métier est de gouverner, c'est-à-dire de tenir souverainement l'Etat Français. »

Nul n'est plus qualifié qu'elle pour faire régner l'harmonie entre les divers éléments du corps social.

Mais le régime qu'il faut restaurer ne saurait être une monarchie parlementaire dans laquelle les sujets commandent et le prince obéit. La formule suivant laquelle « le roi règne, mais ne gouverne pas » ne sert qu'à rendre la monarchie méprisante.

La forme de constitution nationale qui correspond aux besoins actuels est au contraire la monarchie représentative, c'est-à-dire le gouvernement direct du Roi

en ses Conseils, tempéré par la représentation du peuple dans ses Etats.

La réfection sociale qui s'impose doit être totale. Tous ses éléments s'enchaînent et se tiennent mutuellement lieu de supports. Faire abstraction de l'un d'eux, c'est saper tout l'édifice.

L'organisation Corporative n'est qu'un élément de ce programme constructif. Cependant, dans l'œuvre de La Tour du Pin, c'est à la fois le plus original et le plus important, puisqu'il est à la base, non seulement de l'organisation professionnelle, mais aussi de la représentation politique.

CHAPITRE II.

La Corporation, organe professionnel

Sect. I --- Les principes du régime corporatif

C'est dans cet article, paru dans l'Association Catholique d'Août 1883, que La Tour du Pin expose pour la première fois sa conception d'organisation corporative de l'économie.

Le titre de cette étude : « Du Régime Corporatif », était explicite, mais révolutionnaire....

A cette époque, les théoriciens de l'économie n'affichaient que mépris à l'égard des institutions d'un passé pour eux révolu. Leur quiétude était complète. Yves Guyot, l'apôtre intransigeant du laisser-faire, siégeait dans les conseils du gouvernement. L'école officielle du libéralisme orthodoxe n'envisageait l'avenir que sous les aspects les plus prometteurs.

Le Colonel de La Tour du Pin fait ses débuts d'économiste en secouant rudement ce bel optimisme. Après avoir exécuté, en quelques phrases, le système économique régnant, il établit les bases d'un ordre corporatif nouveau.

La restauration corporative s'impose pour substituer, au régime du bon plaisir et de la force sans frein, celui de la juridiction arbitrale, pour assurer le plein exercice des devoirs du patron et de l'ouvrier, pour procurer la sécurité sociale par la stabilité des conditions.

Le régime qu'il s'agit d'instaurer doit être une organisation légale d'un fonctionnement autonome, mais réglé par l'Etat.

Il doit embrasser l'ensemble des activités économiques, y compris les grandes industries et l'agriculture tout en tenant compte dans ses applications des circonstances particulières à chaque catégorie de travailleurs.

Ce régime est le plus conforme aux principes de l'ordre social chrétien, c'est le plus favorable au règne de la paix et à la prospérité.

Ses appréciations d'ordre général exposées, La Tour du Pin aborde l'examen même des principes fondamentaux du système. La base des institutions corporatives réside, suivant sa conception dans : « la reconnaissance d'un droit propre, tant à chaque membre de l'Association qu'à celle-ci dans l'Etat et à l'Etat envers celle-ci ».

Il y a donc tout d'abord un droit propre à chaque individu, membre de l'Association, garanti par les statuts et sauvegardé par sa magistrature.

Ce droit, possédé par les ouvriers comme par les patrons, constitue pour eux une véritable possession d'état. Il n'est certes pas unique puisqu'il provient de fonctions diverses, mais, quelle qu'en soit l'inspiration, il doit être respecté.

Ainsi l'ouvrier, dans ce régime, se voit assuré de conditions de travail fixes, le patron, de sécurité dans sa propriété et dans son autorité.

Cependant les droits des individus sont combinés de telle façon qu'ils ne constituent pas des armes aux uns contre les autres, mais une protection des intérêts de tous.

Le droit propre de l'Association est, après la garantie du droit individuel, la caractéristique essentielle du régime corporatif.

Celle-ci forme une institution sociale, qui tient une place déterminée dans l'organisation de la Commune et de l'Etat.

La corporation ne peut être laissée sans protection autre que celle du droit commun contre la concurrence, pas plus qu'elle ne peut être créée de toutes pièces par décret. La question de la corporation libre ou obligatoire ne se pose donc pas.

Elle doit constituer un organisme spontané dont le développement est assuré grâce à un privilège juridictionnel permettant de contenir les procédés de la concurrence dans les limites du juste et de l'intérêt social.

Le troisième caractère fondamental du régime corporatif est la place qu'il fait au droit de l'Etat.

La corporation est « un Etat dans l'Etat ». Elle est liée à lui par un contrat moral comprenant des droits et des obligations réciproques. Le pouvoir public ne lui dicte pas ses règles, mais il les homologue pour les maintenir dans la sphère de leur utilité propre sans nuire à l'intérêt général. De même, il en protège l'application contre les difficultés matérielles

ou les oppressions du dehors.

S'il s'agit non plus de conserver, mais de promouvoir les corporations, le pouvoir public doit jouer le rôle d'un tuteur vigilant, suppléant aux soins que ne peut encore prendre son pupille, prévoyant et préparant l'avenir.

Ayant délimité les droits de chaque élément dans le régime corporatif, il convient d'examiner quelles sont les pratiques fondamentales qui donnent corps à ces droits.

Celles-ci se rapportent à trois chefs essentiels :

- 1) Existence d'un patrimoine corporatif.
- 2) Constatation de la capacité professionnelle des entrepreneurs et des ouvriers.
- 3) Représentation de chaque élément intéressé dans le gouvernement de l'ensemble.

La constitution d'un patrimoine corporatif indivisible et inaliénable, est indispensable pour subvenir à tous les besoins d'ordre social qu'entraîne le fonctionnement du régime corporatif : chômages, pensions, secours, écoles professionnelles...

Il est donc nécessaire d'assurer à cette institution des contributions fixes.

La plus logique est celle d'un prélèvement sur la production en raison de sa quantité évaluée au prix de revient.

Dans le décompte à établir, il sera facile de faire porter une part égale de contributions à l'entreprise et au travail.

Cela peut être réalisé suivant des modalités diverses, mais, quel que soit le procédé, le système est

celui d'une participation du fonds corporatif à la prospérité de l'industrie.

Le résultat atteint par la constitution de ce patrimoine est d'assurer à l'ouvrier, qui peut difficilement arriver à la propriété individuelle, les avantages de la propriété collective. Ce n'est là que stricte justice. Si la propriété doit être considérée comme une des bases de la société, c'est à condition d'être accessible, d'une façon ou d'une autre, à toutes les classes sociales.

Le capital n'est du reste pas l'unique forme de propriété. La possession d'un métier peut aussi revêtir ce caractère quand elle est garantie par la loi. Dans ce cas, elle constitue un droit propre pour son acquéreur, elle lui ouvre un privilège qui ne peut lui être enlevé que par jugement.

Une propriété de cette sorte doit trouver son origine dans l'obtention d'un brevet de capacité professionnelle. Celui-ci est délivré, suivant certaines règles, à tous les agents de la production, aussi bien à l'ingénieur qu'à l'ouvrier. S'il n'a subi les épreuves de ces examens, nul ne peut être membre actif de la corporation ni s'élever au-dessus du dernier rang de la hiérarchie professionnelle.

Le simple manoeuvre, en effet, ne possède pas de métier. C'est sa force qui est employée et non son adresse. Mais, dès que cet homme a conquis une habileté propre, il possède un véritable état et cet état doit lui être garanti par l'ensemble d'institutions qui constitue le régime corporatif. En outre, il doit pouvoir, s'il le mérite, s'élever dans cet état, passer de compagnon, maître, l'un et l'autre degrés étant constatés par un brevet.

Les mêmes principes s'appliquent à la condition d'ingénieur. La corporation industrielle, n'employant que des ingénieurs brevetés, ouvrira, par des écoles professionnelles, l'accès de cette carrière, sinon à de simples ouvriers du moins à leurs enfants

Cet effort vers la participation de tous aux droits et aux charges se retrouve encore dans la solution donnée au problème de la représentation ou gouvernement de la corporation. Cette société autonome possède en effet dans son sein les trois pouvoirs chers à Montesquieu.

Elle édicte ses règles, juge les contestations entre ses membres, administre son patrimoine, grâce à des délégués choisis parmi les adhérents. Tous les éléments de l'association doivent participer à son gouvernement, non pas selon le nombre des individus, mais selon l'ordre des fonctions sociales. Tous les agents immédiatement intéressés à la production doivent figurer dans la représentation, mais la diversité des conditions du travail, différenciera les ordres de producteurs.

Dans la grande industrie, on distingue trois sortes d'agents : le capital, formé par une société d'actionnaires, la direction, représentée par un certain nombre de directeurs et d'employés, la main-d'œuvre, par les ouvriers.

De même, dans l'agriculture se rencontrent trois intéressés : le propriétaire, le fermier, régisseur ou métayer, et le serviteur.

Dans les arts et métiers, à première vue, on n'en aperçoit que deux : maître et compagnon.

Mais, à la réflexion, il est facile de se rendre compte que les métiers n'ont pu résister à la concur-

rence de la manufacture que dans la mesure où ils travaillaient pour le client et non pour le marché. On peut donc dire que cette clientèle agit par sa commande sur l'entreprise comme l'actionnaire sur l'activité industrielle par la prestation du capital.

Ayant en conséquence sa fonction dans la production, elle peut légitimement être représentée dans l'organisation corporative.

Le jeu réciproque de ces trois éléments dans le conseil qui gouverne la corporation doit être assuré par le rétablissement du vote par ordre, chacun d'eux étant représenté par un seul suffrage.

Après avoir ainsi délimité les principes et pratiques essentielles du régime corporatif, La Four du Pin s'efforce d'en déterminer les avantages.

Ceux-ci sont, à son sens :

1) L'arrêt de la décadence économique par la loyauté de la concurrence et la prospérité du métier.

2) L'arrêt de la décadence morale par la conservation des foyers et le retour à la vie de famille.

3) L'arrêt de la décadence politique par le rétablissement de la possession d'état pour chacun.

Le régime de la liberté du Travail, le Capitalisme, est un système tendant essentiellement à faire porter des rentes au capital et, pour cela, à diminuer le prix de revient du produit en se procurant au meilleur marché possible la matière première et la main-d'œuvre.

La concurrence, dit-on, est l'âme de la production, elle existait jadis et peut subsister dans l'avenir même avec le monopole corporatif. Celui-ci ne permettait pas la surélévation au-delà du juste prix, il ne tolérerait pas davantage la décadence du produit. « Il

y avait concurrence entre les maîtres d'une même corporation à qui livrerait aux mêmes conditions de tarif pour la main-d'œuvre, la matière première et la venue, le meilleur produit. »

La restauration du contrôle corporatif permettra au client d'être bien servi, à l'ouvrier de toucher un juste salaire, au maître d'avoir la sécurité de son état.

Le régime corporatif n'est pas moins nécessaire pour arrêter la décadence dans l'ordre moral autant que dans l'ordre économique. La pratique de la liberté du travail a eu pour résultat la destruction de la famille ouvrière.

L'organisation de la famille ne peut résister à la désorganisation de l'atelier, où chacun de ses membres travaille dans des conditions ne tenant nullement compte des droits et des besoins du foyer.

L'atelier ne peut être réorganisé que par l'accord de tous les agents de la production, placé sous l'égide des lois. « Seule, la corporation peut maintenir le père de famille dans sa dignité tout en l'assistant dans ses charges, et la mère de famille à son foyer en le lui conservant. »

Les institutions corporatives peuvent encore rendre un éminent service par l'arrêt de la décadence politique, en offrant une base à une réorganisation sociale.

« Pour rendre le peuple conservateur, il faut lui donner quelque chose à conserver. Or, le libéralisme a fait exactement le contraire, en supprimant les organisations sociales où chacun avait un droit propre ou un état assuré. De là, ces mécontentements permanents, entraînant les révolutions chroniques parce

qu'un état politique stable ne peut s'ériger sur un état social instable.

Le régime corporatif, en rétablissant pour chacun la possession d'état, peut seul arrêter l'évolution sociale qui mène de l'anarchie libérale au despotisme socialiste.

A l'exposé de ces avantages indéniables du régime corporatif, certains ont opposé des objections.

Tout d'abord, il a été affirmé que ce régime était en contradiction avec les lois naturelles qui régissaient le monde économique.

Or, la mission de l'humanité n'est-elle pas « de soumettre la nature à tenir ses destinées providentielles » ?

D'aucuns ont objecté, que l'antique organisation du travail, idoine à l'état de la production au Moyen-Age, ne correspondait plus aux progrès techniques actuellement réalisés. Il n'y a pas là, semble-t-il, une raison suffisante pour disparaître. La puissance militaire des Etats ne s'est pas moins modifiée que leur puissance industrielle, l'art nouveau n'a pas pour autant changé les principes organiques de la discipline des armées.

Ainsi les objections formulées sont-elles, aux yeux de La Tour du Pin, sans grande valeur et, pour lui, il demeure que l'établissement du régime corporatif permet seul la réalisation de tout un programme social.

Englobant patrons et ouvriers dans un même organisme, il supprime pour eux les méfaits de l'individualisme et, par là même, ôte tout argument sérieux aux théories révolutionnaires.

Du fait qu'il réunit les trois agents de la production : le capitaliste, l'entrepreneur et l'ouvrier, il résulte qu'il doit être « assez strict en ses mailles pour ne pas enserrer que les deux derniers éléments, mais aussi retenir le capital qui est au travail comme l'eau au poisson. »

Il faut donc que ce régime soit constitué par une loi d'Etat créant une obligation.

CHAPITRE II

Section II --- L'organisation des intérêts économiques

Le précurseur du « Corporatisme » français, comme il a déjà été souligné, est loin d'être un doctrinaire systématique. Aussi ne faut-il point s'étonner, qu'après avoir établi si fermement les fondements d'un ordre corporatif nouveau, il n'ait pendant plusieurs années apporté rien de neuf pour compléter et étayer cette œuvre naissante. Ce n'est en effet qu'en juillet 1891, dans un article intitulé : « De l'essence des droits et de l'organisation des intérêts économiques », que La Tour du Pin précise la conception corporative et étudie quelque peu en détail le mécanisme des institutions envisagées.

L'Encyclique de Léon XIII sur les conditions des ouvriers a réclamé pour l'ouvrier le droit à un juste salaire. L'économiste chrétien reprend laplume pour chercher les moyens les plus aptes à lui faire rendre justice.

Il voit dans l'organisation professionnelle corporative la meilleure garantie des droits des salariés, et c'est à l'occasion de cette constatation qu'il se livre enfin à l'étude détaillée de cette organisation même.

Tout d'abord, pour rendre ses conceptions plus intelligibles, il définit quelques termes fréquemment employés par la suite.

L'ensemble des gens appartenant d'une façon quelconque à la même profession forme, dans son langage le « corps d'état ».

Le groupement volontaire de plusieurs membres du même corps d'état constitue une association professionnelle. Si cette association comprend, sans les confondre, tous les éléments constituant la profession, il y a la corporation.

L'essence de chacun de ces groupements demande à être bien saisie. Celle d'une association professionnelle est la liberté. La contrainte peut rapprocher les hommes, elle ne peut les associer.

La corporation, n'étant qu'une forme plus complète de l'association professionnelle, participe donc de son principe essentiel : la liberté.

Le corps d'état, par contre, est une collectivité purement numérique, à laquelle on s'inscrit par le fait d'une simple déclaration, sans que celle-ci implique une volonté d'association.

Si l'exercice de la profession y est soumis à certaines règles, celles-ci ne sauraient être ni spontanées ni facultatives, parce que la collectivité dont il s'agit n'est pas un organisme vivant, mais une simple juxtaposition d'individus sans lien social.

En France, après la destructive législation révo-

lutionnaire, la loi de 1884 a établi un régime moins tyrannique et a permis aux associations professionnelles de se reformer sous le nom de syndicats.

Cependant, les syndicats mixtes, comprenant patrons et ouvriers, et qui correspondent à la notion de corporation se sont peu développés.

On ne peut donc faire reposer le régime corporatif sur des bases aussi étroites; il faut suppléer à cette déficience par la création de Conseils corporatifs, composés de délégués fournis par les associations professionnelles d'ouvriers et de patrons à nombre égal les uns et les autres.

Cela se pratique déjà pour les Conseils de Prud'hommes.

Leurs attributions seraient plus étendues que celles de ces derniers Conseils. Elles consisteraient, non seulement à résoudre, mais à prévenir les conflits entre leurs membres.

Les conseils seraient beaucoup plus en état de le faire parce que leurs membres seraient des mandataires d'associations « aptes à se former un sentiment et à établir des cahiers. »

La juridiction de ces conseils corporatifs serait tout naturellement limitée aux membres des associations professionnelles qui les auraient constitués.

Cependant, la loi pourrait l'étendre à toute la profession, si la majorité de ses membres étaient entrés dans les associations constitutives.

Un procédé encore plus libéral est l'union corporative.

Si, dans une ville, un même métier comprend plusieurs organisations corporatives et, s'il y a une

mesure d'intérêt général à prendre, les associations désignent des délégués en nombre proportionnel à leurs membres; ils constituent ainsi une **Chambre Corporative**, dont les décisions ne sont valables pour le Corps d'Etat qu'après un vote direct de tous les membres de la profession, sans autre distinction que celle de leur condition de patron ou d'ouvrier.

Le règlement ainsi établi n'a plus qu'à être sanctionné par les pouvoirs publics pour devenir la loi du corps d'état.

Le syndicat patronal n'est pas un élément indispensable; il suffit que chaque chef d'entreprise soit appelé aux réunions délibératives comme représentant de droit de son établissement, mais seulement en tant que patron. Il convient de lui attribuer un nombre de voix proportionnel à l'importance de l'établissement.

L'association ouvrière n'est soumise à aucune règle de formation que celle de l'exercice de la profession. Cependant, un ancien ouvrier pourra en faire partie, s'il n'appartient à aucun autre métier.

Si, dans un corps d'état il ne s'est pas constitué d'associations patronales ou ouvrières, le magistrat public convie les membres de la profession à une élection directe.

Mais, dans ce cas, il serait imprudent de reconnaître une juridiction aussi étendue, à cette délégation sans mandat, qu'à une représentation organisée. Le cas se produira d'ailleurs rarement. Le plus souvent, comme en Allemagne, il y aura réunion de la majorité des patrons et de celle des ouvriers, chacun de leur côté; leurs réunions constitueront le Conseil Corporatif. En cas d'antagonisme entre les deux éléments de la

représentation, le conseil de la profession sera constitué d'office et départagé également d'office, s'il ne sait lui-même recourir pour cela à la voie arbitrale.

Cette chambre corporative étant régulièrement formée, il reste à examiner le rôle qu'elle devra utilement jouer.

Tout d'abord il lui appartiendra :

(A) De fixer les conventions relatives au travail, à son mode de rémunération et au taux de cette rémunération entre certaines limites, de manière à favoriser l'établissement de bonnes coutumes du métier, et leurs modifications successives, en correspondance avec la situation industrielle et les circonstances économiques.

(B) Rendre la justice et faire la police dans le sein du corps d'état pour l'observation des règles établies. Cela, notamment, par l'institution de Conseils de discipline d'une composition analogue à celle des tribunaux militaires où tous les grades sont représentés.

(C) Créer et administrer toutes les institutions d'intérêt commun : caisses de secours, de retraite, de maladie, de chômage; assurances contre les accidents, sociétés de consommation, avantages collectifs de toute espèce.

(D) Etudier et proclamer les intérêts professionnels, avoir qualité pour les défendre et revendiquer, c'est-à-dire représenter le corps d'état toutes les fois qu'il a droit à paraître ou à être entendu. »

Il n'y a pas de problème dans la question ouvrière qui ne puisse de cette façon être acheminé vers sa solution.

C'est là, le seul moyen d'apaisement des conflits

actuels ne nécessitant pas le recours à l'intervention directe de l'Etat.

Tous les sociologues hostiles à cette intervention devraient donc se rallier facilement au régime corporatif.

S'il n'en est pas ainsi, c'est que beaucoup d'entre eux répugnent à ce débat collectif des intérêts de classe qu'instaure la délibération corporative.

La reconnaissance d'un droit de l'ouvrier semble encore, à beaucoup d'hommes excellents, une monstruosité juridique. La classe ouvrière par contre, est pénétrée maintenant de la conscience de ce droit.

Si bien, que tous les bienfaits dont les patrons peuvent combler l'ouvrier ne réussissant pas à la satisfaire, parce qu'ils sont dévolus à titre de munificence et non de justice et, parce que le salarié n'est jamais sûr d'en garder longtemps le bénéfice. Un renvoi arbitraire peut le lui faire perdre d'un jour à l'autre.

Il faut donc pour la paix sociale assurer la condition de l'ouvrier par la reconnaissance de son droit et créer une juridiction corporative pour l'appliquer.

CHAPITRE II

Section III --- Problèmes dont la solution est facilitée par les institutions corporatives.

Pour La Tour du Pin le système corporatif n'est pas une fin en soi, mais ses institutions sont bienfaites dans la mesure où elles peuvent servir à promouvoir un certain nombre de réformes, qui tentent toutes à réaliser la justice sociale, but de la législation chrétienne du travail.

Donner un aperçu de ces réformes envisagées est, je crois, indispensable, car c'est à l'occasion de leur étude que La Tour du Pin est entré le plus volontiers dans le détail du fonctionnement de l'organisation professionnelle qu'il préconisait.

La question primordiale se pose ainsi :

« En bonne justice que doit procurer le contrat de travail aux parties contractantes, l'entrepreneur et l'ouvrier ? »

La nature de ce contrat paraît être un échange de services. Pour qu'un contrat de cette nature soit équitable, il faut que les services échangés soient équivalents.

Donc l'entrepreneur et l'ouvrier doivent vivre de

l'entreprise : « Les fruits doivent être partagés entre eux dans la mesure qui correspond aux conditions d'une vie honnête pour l'un comme pour l'autre, chacun selon son état. Pour l'homme de tout état les exigences d'une vie honnête sont : la possession d'un foyer, des moyens d'y élever sa famille suivant sa condition et la possibilité d'épargner de quoi soutenir ses vieux jours.

La mesure où l'ouvrier et l'entrepreneur peuvent se procurer ces biens est très inégale.

L'ouvrier doit certes limiter ses exigences de salaire à la valeur réelle de sa façon, de même supporter les crises industrielles avec le patron au lieu de les exploiter contre lui.

L'entrepreneur, en plus de ces mêmes devoirs, a celui de lui procurer les moyens d'arriver à la possession du foyer, à l'éducation de sa famille, à l'épargne pour les mauvais jours.

Ces choses-là, le salaire brut fourni normalement par l'entrepreneur à l'ouvrier ne les lui assurent guère.

Il est pourtant de stricte obligation et de bonne justice que l'entrepreneur y pourvoie.

Certaines mesures nécessaires à la sauvegarde des foyers peuvent facilement être obtenues par la loi. Telles sont les prohibitions restrictives du travail des femmes et des enfants, la limitation des heures et des jours de travail, la réglementation des détails de résiliation des engagements.

D'autres, non moins indispensables au règne de la bonne justice, ne peuvent être procurées directement

Donc l'entrepreneur et l'ouvrier doivent vivre de

par la contrainte légale, car il ne s'agit plus seulement là de réprimer mais de créer.

Leur réalisation ne peut être effectuée que grâce au concours des mœurs, des institutions et des lois

La restauration du régime corporatif s'impose alors avec toutes les réformes politiques et financières qu'elle suppose.

Elle seule créera à la fois le climat moral indispensable à l'éclosion des réformes et les institutions autonomes capables d'en assurer le bon fonctionnement.

Il s'agit de doter le salaire brut, servi habituellement par l'entrepreneur, d'avantages complémentaires, conformes à l'équité.

Si l'on considère l'entreprise comme une association du travail et du capital, on supprime l'antagonisme néfaste qui oppose souvent ces deux facteurs de la production.

La participation au bénéfice, faisant à chaque associé dans la répartition du produit une part proportionnelle à son apport, est le moyen de tirer les conséquences pratiques de cette collaboration dans l'œuvre productrice.

Cette institution, certes, comporte de nombreuses difficultés pratiques, aucune d'entre elles n'est insurmontable.

La plus souvent invoquée est la soi-disant impossibilité de déterminer la proportion qu'il convient équitablement de répartir entre le capital et le travail

Le problème peut être aisément résolu en évaluant chaque nature d'apports en quantités de même espèce, en argent, comme mesure de valeurs.

En réalité l'objection que n'ose formuler le patronat et qui, à ses yeux, est décisive, c'est que la participation aux bénéfices favoriserait l'ingérence ouvrière dans la comptabilité de l'entreprise.

Cette difficulté pourrait être très réduite dans une organisation corporative parce que les fruits de la participation n'y seraient pas distribués individuellement, mais formeraient un complément au salaire naturel qui viendrait gonfler le patrimoine corporatif.

L'existence de ce patrimoine permettrait également de résoudre l'importante question des retraites ouvrières.

La Révolution a affranchi l'individu de tout lien social; plus de corporation, lien familial réduit au minimum. Elle a créé le paupérisme; l'ouvrier, privé de ses institutions tutélaires, n'a plus la sécurité de ses vieux jours.

Assurer cette sécurité est pourtant le rôle de l'entrepreneur.

Certaines grandes maisons industrielles l'ont compris en créant des institutions patronales de secours et de prévoyance à la gestion desquelles les ouvriers sont parfois intéressés.

Mais ce sont là des œuvres philanthropiques encore exceptionnelles.

Il est nécessaire de créer des caisses corporatives alimentées par des compléments de salaire retenus moins sur la main-d'œuvre que sur la production

Les retraites ouvrières ne doivent pas en effet être le résultat d'une bénévolence patronale aléatoire, comme dans la grande industrie, ou d'une privation

volontaire d'une partie du salaire normal, comme dans le système mutualiste.

La sécurité des vieux jours est un droit pour l'ouvrier. De même la rémunération qu'il reçoit doit lui permettre de subvenir non seulement à ses besoins mais à ceux de sa famille.

En conséquence, il est nécessaire de lui allouer un complément de salaire proportionnel à ses charges familiales.

Ce complément ne peut être supporté directement par l'employeur, il serait injuste de pénaliser les employeurs d'ouvriers possédant une nombreuse famille.

Le supplément de paie doit être puisé dans la caisse corporative alimentée par un prélèvement général sur les bénéfices résultant de la production.

Ainsi, la corporation, non seulement par son atmosphère de solidarité, permet l'éclosion de ces réformes équitables. mais encore elle en facilite la juste application grâce à l'existence du patrimoine corporatif.

SECTION IV

MOYENS D'INSTAURER LE RÉGIME CORPORATIF

Ainsi, le régime corporatif défini, ses avantages ayant été déterminés, il reste à analyser les moyens de pourvoir à son instauration.

La Tour du Pin souligne l'urgence de ce rétablissement, la nécessité de reprendre la « voie historique », car le socialisme est l'aboutissement logique des principes de la société moderne en même temps qu'il prétend offrir le remède pratique aux maux dont il l'accuse.

Cette « voie historique », c'est celle que la civilisation chrétienne avait parcourue dans l'établissement progressif de la législation qui l'a conduite par l'esprit de liberté, solidarité, charité, d'un état chaotique à un état politique et social digne de l'humanité.

Reconstituer cet état détruit par l'anarchie libérale ne peut être l'œuvre d'un jour.

L'initiative privée est nécessaire comme par le passé, mais elle ne suffit plus.

Après plus d'un siècle d'individualisme et d'athéisme légal, l'esprit de charité et de solidarité ne sont plus ce qu'ils étaient aux temps héroïques de la civilisation chrétienne d'Occident.

Deux forces sociales sont encore debout : l'Eglise et l'Etat. Il faut y recourir. Il faut faire appel au prêtre pour nous enseigner le devoir social, au législateur pour nous en faciliter l'accomplissement.

« La reconnaissance des corporations ne saurait être l'œuvre de décrets, a priori, mais dès que cette reconnaissance se sera manifestée par un commencement d'existence, ce sera à la loi de la reconnaître en droit, de la fortifier par des privilèges et de la diriger par certaines règles vers son développement politique, selon un plan conforme à la nature des intérêts privés en même temps qu'aux fins sociales dernières auxquelles ces règles doivent conduire .

Cette reconstitution va d'ailleurs se trouver hâtée par l'évolution économique et sociale qui se dessine en faveur de l'association.

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels doit être considérée comme la première phase d'une grandiose réorganisation sociale.

Les associations patronales demeurent sans cohésion en raison de l'esprit individualiste qui y règne encore.

Les syndicats mixtes ne prennent guère, car les patrons y voient un affaiblissement de leur autorité, les ouvriers, une servilité déguisée.

Par contre, le mouvement syndical se propage très rapidement dans la classe ouvrière parce qu'il y rencontre le besoin et l'esprit d'association.

« Si bien que les positions vont être à l'inverse de ce qu'elles étaient auparavant.

Jusqu'ici dans l'établissement du contrat du travail le capital aggloméré avait eu affaire à l'ouvrier isolé.

Aujourd'hui, le taux des salaires sera débattu avec le syndicat et celui-ci déterminera presque seul le règlement d'atelier par des coutumes qui feront loi pour le patron ou le directeur. »

Les syndicats deviendront de plus en plus exigeants en fait de compléments du salaire, sous forme d'assurances contre l'accident, la maladie, la vieillesse, le chômage.

Ils voudront avoir l'administration de ces Caisses et exigeront des garanties que les entreprises ne peuvent leur donner qu'en les hypothéquant sur leur capital d'établissement, si bien que peu à peu celui-ci passera aux associations professionnelles qui deviendront de véritables corporations.

« L'évolution historique qui a fait passer la direction du maître au patron et de celui-ci au capitaliste finira par la livrer à la corporation, appropriée aux temps nouveaux. »

CHAPITRE III

LA CORPORATION, BASE REPRESENTATIVE

SECTION I — LE REGIME REPRESENTATIF

Le régime corporatif, dans la conception de La Tour du Pin, est une organisation de la société en corps professionnels, non seulement dans l'ordre économique, mais encore dans l'ordre politique.

Il fournit aux corps élus la représentation des droits et des intérêts, en place de celle des partis, comme le fournit uniquement, à défaut de cette organisation, le suffrage universel ou censitaire.

Le théoricien du corporatisme français a traité dans une série d'articles les problèmes que pose cette représentation.

Le premier d'entre eux date de décembre 1896 et porte comme titre : « Des institutions représentatives ».

Dans cette étude, l'auteur débute par une critique du régime parlementaire, soulignant ainsi la nécessité de le remplacer.

Il passe en revue, par la suite, les divers éléments du corps spécial qu'il convient de représenter.

Enfin, il brosse à grands traits les lignes essentielles d'organisation politique du régime représentatif.

La genèse du régime parlementaire ne fut pas la même partout.

En Angleterre, il n'a pas brutalement rompu avec les précédents. La constitution n'a cessé de présenter l'image décrite par le Play : « la démocratie dans la commune, l'aristocratie dans la province, la monarchie dans l'Etat ». Le parlementarisme anglais est resté d'essence représentative.

En France, rien de semblable. L'Ancien régime avait fortement centralisé le pays. La Révolution et l'Empire ont achevé de détruire les corps intermédiaires. La Restauration ne put doter d'instruction représentative « un pays où il n'y avait plus rien à représenter ». On ne saurait, en effet, représenter des individus ni des foules, mais seulement des collectivités ayant une vie propre et capables de formuler un mandat.

Pour donner l'illusion de la représentation, on organise des classes censitaires représentant les intérêts de la propriété, (Chambre des Députés) et certaines catégories de gens influents (Chambre des Pairs).

La couronne écroulée, on entra avec le suffrage universel dans le chaos complet.

Le résultat fut la constitution d'un pouvoir irresponsable et omnipotent, incapable d'imprimer au gouvernement de l'Etat une direction suivie, la confusion

des attributions du pouvoir au sommet, la désorganisation de ses rouages à la base.

Dans le système constitutionnel actuel, c'est le Parlement qui gouverne au moyen d'un ministère à sa discrétion.

Chez nous ce Parlement représente la faveur de la foule, il émane d'un suffrage plus ou moins universel et inorganisé.

Dans ce régime, tout est éphémère comme les impressions de la multitude, tout mène à la corruption.

« Il est fatal que les électeurs corrompent le député par leurs exigences et que celui-ci corrompe ses électeurs par ses complaisances depuis que, contrôleur du gouvernement, il est devenu participant. »

Les lois ne sont pas moins viciées que les mœurs. Ce n'est pas le principe d'une question qui influe sur sa délibération, mais les conséquences du vote qu'elles entraînent. C'est en cela que consiste le parlementarisme, véritable atonie politique.

La nécessité d'instaurer un régime représentatif s'impose donc.

Pour cela, il faut tout d'abord considérer quels sont les éléments de la société civile, dont l'existence est intéressée directement à celle de l'Etat.

On distingue ainsi trois éléments à représenter :

- A) les contribuables ;
- B) les corps constitués ;
- C) les sociétés professionnelles,

Les contribuables sont à la base de l'Etat. Comme dans un régime de liberté il est de principe qu'ils ne payent d'autres impôts que ceux qu'ils ont con-

sentis, ils doivent en conséquence être formés en collèges électoraux afin de désigner leurs fondés de pouvoirs. Ces collèges doivent être censitaires afin de grouper les intéressés par classes de petits, moyens, gros imposés, chacune ayant une représentation propre. La pratique de l'électorat doit reposer, non sur l'individu, mais sur la famille représentée par son chef. On vote par feux.

Afin d'être complet, un régime représentatif doit représenter, non seulement les unités, mais encore les collectivités sociales.

Celles-ci sont en effet des êtres moraux, animés d'une vie propre dont les réactions donnent la vie à l'ensemble qui constitue la Nation.

Ce sont, d'une part, les corps constitués : églises, universités, corps juridiques; d'autre part, les associations professionnelles : corporations.

Les corps constitués sont représentés par leurs chefs, en vertu du principe hiérarchique, qui est leur essence même. Au contraire, les membres des groupements professionnels élisent leurs représentants aux libres suffrages des assemblées.

Les associations forment des chambres corporatives pour les trois groupes distincts des professions libérales, industrielles et agricoles.

Le rôle de cette représentation des droits et des intérêts ne sera pas de gouverner.

« Le gouvernement du peuple par le peuple est une utopie. »

Le rôle des pouvoirs publics est distinct de celui de la représentation. Celle-ci, dans une démocratie, ne doit participer au gouvernement de l'Etat que par voie

de consentement à la fixation de l'impôt et à la promulgation des lois et de contrôle de l'emploi des deniers publics.

S'il en est autrement, il n'y a ni liberté publique, ni contrôle, puisque l'action publique et le contrôle sont aux mêmes mains. « C'est la tyrannie exercée sans frein au nom du peuple d'une manière plus irresponsable que ne le peut aucun despote, puisque la responsabilité n'est portée par personne, même devant l'Histoire.

Après avoir déterminé les éléments de la représentation populaire et l'action qu'elle doit exercer sur les affaires publiques, il est aisé de dégager les grandes lignes de l'organisation politique sous un régime représentatif.

Les fondés de pouvoirs des contribuables constituent les organes administratifs autonomes pour la commune et la province. Ils contrôlent ceux de l'Etat dans la gestion des deniers publics.

Il ne semble pas qu'il faille étendre au-delà la compétence de la Chambre des Députés. Il n'y a pas de raison de lui conférer des attributions législatives, étant donné qu'un fondé de pouvoir administratif ne saurait se confondre avec un législateur.

A côté de la représentation des contribuables, il faut organiser celle des collectivités sociales.

Il est facile de le faire judicieusement, en créant des organismes analogues aux anciens Etats Provinciaux.

Il suffirait pour cela que les corps constitués : ceux des professions libérales, agricoles, industrielles, fournissent, selon la forme qui leur est propre, une Chambre Provinciale.

La chambre émanant des corps constitués s'adjoindrait des représentants de toutes les associations, dévoués au bien commun. Les unions provinciales des syndicats professionnels fourniraient par délégations, le personnel des trois autres chambres.

La réunion de ces chambres s'effectuerait dans la capitale de la province pour des délibérations d'intérêt commun. Ce serait là une réplique moderne des Etats provinciaux, la représentation des trois anciens ordres étant remplacée par celle de tous les ordres d'activité sociale.

La Province est le cadre convenable de cette représentation, celle-ci étant constituée par une vingtaine de grandes régions territoriales.

Cependant la nécessité d'une représentation centrale s'impose.

Les Etats provinciaux établissant les règlements d'intérêt régional, une Chambre haute doit donner son consentement aux lois d'intérêt général.

« Ces lois préparées sur l'initiative du gouvernement par le Conseil d'Etat, seraient présentées à la Chambre haute qui les accepterait ou solliciterait des modifications. En aucun cas elles ne seraient rédigées en séance, car il est impossible de faire ainsi de la bonne besogne. »

Ainsi s'effectuerait un départ rationnel d'attributions entre une Chambre des Députés, élue par la masse des contribuables et représentant l'opinion publique du moment, et une Chambre Haute ou Chambre des Etats, élue par les corps sociaux et exprimant les droits et intérêts permanents.

Pour que l'édifice national soit parfait, il faut

encore un troisième élément : le Prince, appareil du gouvernement.

A la Chambre Haute devront être adjoints des membres désignés par lui dans certaines catégories. Cela ne fausse pas la représentation, mais la complète. Les serviteurs de l'Etat ont eux aussi droit à être représentés.

Si, dans les circonstances normales, il semble préférable que les deux organes représentatifs soient entendus sur des objets distincts, il n'en est pas moins souhaitable que la représentation nationale puisse être appelée à se prononcer en réunion plénière dans les Etats généraux en cas de crise nationale.

Enfin, en raison de la diversité des organes de l'Etat, une Haute-Cour de justice s'impose pour arbitrer les conflits possibles, garder la constitution et le principe même des lois de l'Etat.

SECTION II

LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE

Ayant tracé les grandes lignes du régime représentatif qui s'impose et déterminé ainsi la place qu'occupait dans cet ensemble la représentation professionnelle, il importe d'examiner celle-ci plus en détail, de la définir exactement, d'en étudier le fondement, les caractères, les modalités possibles d'organisation.

La représentation professionnelle est une représentation des droits et des intérêts communs correspondant à l'exercice d'une profession.

Cette représentation consiste dans l'expression publique de ce droit ou de cet intérêt, c'est-à-dire dans la faculté de s'exprimer dans un corps d'état voué à cette attribution.

Certains ont affirmé que l'exercice d'une profession ne pouvait être la source, ni d'un droit, ni d'un intérêt commun à ceux qui l'exercent. Le Chapelier notamment, dans le préambule de sa fameuse loi, déniait aux membres d'un même métier le droit de se concerter pour la défense de leurs « prétendus intérêts communs ».

La Tour du Pin s'oppose à cette affirmation. Il s'efforce de démontrer l'existence d'un droit commun à la profession. Il invoque pour cela deux raisons.

D'une part, le travail productif est rarement individuel. Le droit a ses fruits et le droit de propriété en résultant est donc par là même un droit de partage soumis à certaines règles générales, dans l'intérêt de ses bénéficiaires.

D'autre part, une profession ne s'exerce que pour ses membres, l'intérêt public commande d'en subordonner l'exercice à l'observation de certaines lois.

Ce droit était autrefois codifié. L'exercice d'une profession ressortissait au droit public. Elle comportait « non seulement le droit du travail, mais aussi le droit au travail ».

De même qu'il y a un droit commun de la profession, il y a un intérêt commun aux divers membres de cette profession.

« L'intérêt commun à tous ceux qui exercent un même métier est que celui-ci rapporte à chacun d'eux les avantages matériels et moraux en vue desquels il l'exerce, c'est-à-dire la subsistance et la considération ».

On a objecté à cela que bien souvent, en fait, les entrepreneurs se trouvaient en antagonisme, tant avec leurs confrères, par suite de la concurrence, qu'avec leurs salariés en raison des discussions sur leurs taux de rémunération.

Ceci est exact. Il y a fréquemment des intérêts distincts et même opposés au sein d'une même profession, mais il y a toujours au-dessus un intérêt commun : celui de la prospérité de la profession.

Cet intérêt est mis en relief même dans l'état actuel d'anarchie de la production.

Les grèves, par exemple, n'éclatent que dans les industries prospères, alors que cette prospérité tend à ne profiter qu'à un seul des facteurs productifs : le capital.

Quand, au contraire, vient la crise, les conflits du travail se font plus rares : les divers éléments de la production se sentent solidaires.

Cette perception de l'intérêt commun va même parfois beaucoup plus loin. Elle aboutit à des ententes : cartels ou trusts, qui apportent de véritables entraves à la concurrence.

Ainsi donc, puisqu'il existe des droits et des intérêts inhérents à l'exercice d'une profession, il faut en organiser la représentation.

A ce sujet, il est une faute qu'il faut éviter de commettre.

Quelques esprits ingénieux ont songé à juxtaposer des collèges électoraux à base professionnelle à ceux ayant une base domiciliaire et qui sont à l'origine des élections actuellement.

On a même proposé d'ouvrir l'accès du Parlement à la représentation issue de ces collèges professionnels.

Le Sénat deviendrait le Grand Conseil des Professions.

Si ce projet venait à être adopté, ce serait la ruine définitive de toute représentation professionnelle.

« Une chambre unique pour toutes les professions serait une tour de Babel quand leurs représentants voudraient s'entendre et dégénérerait tout de suite en champ clos, où n'apparaîtrait aucun intérêt commun

et où les intérêts particuliers seraient en conflits perpétuels ».

L'organisation politique actuelle est régie par un principe : celui de la souveraineté du peuple.

Il y a donc antinomie entre le régime politique régnant et l'organisation sociale des professions qui doit résulter du développement historique de la société et de la nature des choses.

Il est impossible de réunir les produits de l'une et l'autre origine dans un mécanisme unique.

A la base de la nouvelle organisation de représentation corporative La Tour du Pin voit un recensement statistique des professions d'après les déclarations des intéressés et l'extension du rôle des patentes.

Les fonctions sociales seraient rangées en 4 ordres : « La culture, état de ceux qui possèdent ou exploitent le sol : l'industrie, dont vivent ceux qui possèdent ou actionnent les autres instruments de travail ; le négoce et la banque, comprenant les professions qui font circuler les produits ou le capital mobile ; enfin les professions libérales ».

Une liste des syndicats serait aussi dressée avec indications sur leur fonctionnement et leur extension.

Le principe électoral serait appliqué à l'organisation des Corps d'Etat. Un bureau les représenterait en toutes circonstances, leur donnant ainsi un caractère d'organisme vivant.

Pour élire ce bureau, il serait préférable de ne faire appel qu'aux délégués des associations déjà formées dans son sein « parce que ceux-là seuls qui ont fait acte d'association ont montré qu'ils avaient conscience d'une certaine solidarité ».

Comme plus tard tous les bons éléments se seront syndiqués, l'élection du bureau sera devenue une élection ou suffrage universel à deux degrés.

Dans la période d'organisation, les non syndiqués étant les plus nombreux, il pourra être statué que les règlements professionnels déterminés par le bureau n'y seront mis en vigueur qu'après la sanction d'un referendum auquel seraient appelés tous les inscrits sur le contrôle de la profession.

On pourrait se demander si le bureau suffit à représenter le Corps d'Etat en toutes circonstances ou, si dans certains cas particulièrement graves, il ne serait pas nécessaire de tenir une assemblée plénière. La Tour du Pin ne le pense pas. Il estime que les délibérations des hommes de confiance, délégués par les associations, seraient plus mûries et plus sûres que ne le seraient celles baclées en hâte dans une assemblée générale.

De même, il souligne que les méthodes de travail de ces bureaux doivent être profondément différentes de celles habituelles aux organismes politiquement élus. L'étude des problèmes sociaux n'y devra pas aboutir à une décision prise à la majorité des suffrages, mais à l'établissement d'un cahier fixant les résultats de cette étude, afin d'éclairer le législateur étranger à la profession.

« Car il ne faut pas perdre de vue que le rôle de la représentation professionnelle est essentiellement consultatif : il n'est pas l'expression d'une volonté souveraine mais un appel à qui de droit ».

SECTION III

L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPRESENTATION

L'ordre politique doit reposer sur l'ordre social. Il faut donc adopter des organisations assez souples pour suivre l'évolution sociale.

La nécessité de groupements territoriaux spéciaux s'impose donc comme base de l'organisation représentative des professions.

Les circonscriptions politiques et administratives actuelles sont en effet artificielles. Elles sont le résultat de l'effort destructif du législateur révolutionnaire pour briser les divisions de l'Ancienne France.

Les conseils professionnels ne peuvent donc fonctionner dans des cadres aussi factices. La Tour du Pin estime qu'il convient d'établir des circonscriptions nouvelles, non pas arbitrairement, mais en s'inspirant d'un certain nombre de données historiques et géographiques.

D'une part il faut envisager la persistance à travers les siècles de certaines formations locales, d'autre part, il importe de tenir compte de la configuration du sol et de ses produits, de la densité des popu-

lations, de leurs besoins, de leurs facilités de communications, de leurs mœurs, enfin de leur esprit.

L'ensemble de ces considérations amène à penser que la représentation professionnelle doit se dérouler dans le cadre de la région, ou province, subdivisée en pays, ou arrondissement.

La Province, à laquelle il s'agit de redonner la vie, diffère de celle de la France d'autrefois, dans la mesure où celle-ci était le résultat de découpages arbitraires et non d'une continuité d'habitudes, de traditions et d'intérêts naturels.

La Tour du Pin, d'ailleurs, a voulu illustrer cette idée et, à titre indicatif, a donné un tableau des gouvernements provinciaux tels qu'il les concevait.

Ceux-ci, au nombre d'une vingtaine, seraient partout d'égale importance, mais ne présenteraient pas cependant entre eux des inégalités de superficie et de population aussi marquées que celles existant entre les anciennes provinces.

Ce gouvernement provincial se subdiviserait en circonscriptions régionales primaires qui se rapprocheraient assez des anciens pays, cadres naturels se retrouvant presque intacts dans nos actuels arrondissements.

La représentation professionnelle s'organiserait là d'une manière fort simple.

Au chef-lieu de l'arrondissement siègeraient des chambres corporatives réunissant patrons et ouvriers d'une même profession, délégués par leurs associations.

Ces chambres elles-mêmes éliraient des représentants auprès des chambres provinciales. Ces dernières

ne seraient plus l'expression de chaque profession organisée, mais des grandes catégories professionnelles : agriculture, industrie, commerce, professions libérales.

Chaque chambre provinciale se constitue un bureau permanent qui se tiendra en rapport avec les chambres du premier degré.

Ces chambres provinciales, trop distinctes entre elles pour pouvoir travailler ensemble, pourront se réunir en certaines circonstances d'intérêt commun.

Cette réunion rappellera d'une manière frappante les anciens Etats Provinciaux et pourra en faire revivre le nom aussi bien que l'idée.

Les Etats auront pour fonction de consacrer les travaux de chacune de ces chambres par un consentement des trois autres sans pouvoir les modifier.

Un gouverneur convoquerait, dirigerait, clôturerait les Etats au sein desquels il représenterait le pouvoir souverain, venant étudier les besoins et écouter les vœux des organes représentatifs de la vie régionale.

A l'échelon inférieur enfin, les associations professionnelles primaires se formeraient suivant les circonstances, soit dans le cadre cantonal, soit dans celui de la cité quand celle-ci présenterait une importance suffisante. Dans ce cas des délégués professionnels seraient adjoints au conseil municipal à titre consultatif.

La place de la représentation professionnelle se trouve dans le programme de La Tour du Pin nettement délimitée, tant dans l'ensemble du système représentatif que dans ses cadres territoriaux.

Ces projets, si conformes qu'ils soient aux nécessités politiques, n'en sont pas moins des vues de l'es-

prit différentes de la réalité du moment. La Tour du Pin ne se méprend pas sur ce caractère et sur les difficultés de réalisation pratique que peut rencontrer l'exécution de son programme.

Comme dans l'ordre de l'organisation économique il estime nécessaire de tenir compte des forces existantes ou prêtes à se développer.

Le mouvement syndical, ici encore, lui paraît particulièrement qualifié pour assurer la transition entre le système parlementaire actuel et le régime de représentation corporative qu'il s'agit d'instaurer.

Le doctrinaire du Corporatisme français s'adresse à tous les hommes de dévouement « pour leur demander de coordonner les poussées d'intérêts souvent incohérents en vue de les organiser et les associer à l'œuvre commune; la création de l'ordre futur dont ils seront les pionniers ».

Il faut, pour un temps, s'accomoder du système démocratique ou plutôt démagogique. Toutefois, il faut tâcher de soustraire à son influence les « intérêts permanents graves, et d'une nature spéciale, qui échappent à la compétence de l'opinion ».

Mais surtout, il est nécessaire d'organiser la représentation syndicale, contrepoids indispensable de l'inconsistance des assemblées issues directement du suffrage universel.

Il conviendrait d'étudier, en s'inspirant des circonstances locales, quel pourrait être le cadre des associations professionnelles primaires; ici, la ville serait assez importante pour en comporter, là, le canton semblerait la circonscription adéquate.

A chaque degré : pays, province, les données de

l'observation permettraient ainsi la détermination judicieuse de la représentation future.

De même, il serait nécessaire de ne pas hésiter à mettre la puissance de l'Association naissante au service d'un intérêt de classe. On provoquera par là une réaction du corps d'état tout entier, préface d'une véritable floraison syndicale du métier.

Enfin, il faut préparer l'opinion à un changement dans le système politique, appeler « l'attention des quelques gens qui pensent à quelque chose » sur cette anomalie que le pays où le peuple prétend exercer sa souveraineté n'est organisé qu'en pays conquis, en divisions administratives sans rapport avec son histoire, sa configuration, ses intérêts. Il ne faut pas se lasser de faire remarquer que les députés qui, au Parlement, se font une gloire de représenter la France, n'ont en réalité aucun mandat, puisqu'ils n'ont pas de mandants, le collège électoral qui les a investis disparaissant en les mettant au jour.

En regard de cette inconsistance, il convient de faire ressortir la force d'un régime représentatif groupant les voisinages et les professions.

La perception de ces vérités, le sentiment de la solidarité professionnelle reconquis grâce à la politique syndicale, doivent créer un mouvement suffisant pour balayer les dernières résistances de l'individualisme politique et permettre de reconstituer ce que la Révolution avait dissocié.

CHAPITRE IV

CRITIQUE DU SYSTEME

Le premier chapitre de cette étude a été consacré à l'exposé sommaire de l'ensemble des doctrines de La Tour du Pin. Ce résumé avait pour but de situer la place tenue par l'idée de corporation dans l'œuvre si richement diversifiée du sociologue chrétien.

Ses théories ne seront discutées dans cette partie critique que dans la mesure où leur influence a pu se faire sentir sur la conception corporative de la Tour du Pin qui forme l'objet essentiel du sujet.

Les idées d'une haute valeur morale dont elle s'inspire, les buts si généreux qu'elle cherche à atteindre rendent cette conception éminemment sympathique au lecteur impartial.

Cela ne suffit pas. Il n'est guère de doctrinaire, en effet, qui ne se soit proposé de faire le bonheur de l'humanité et pourtant combien de théories se sont révélées inefficaces ou dangereuses.

Cependant, cette impression première, vient se trouver assez paradoxalement renforcée par l'examen rapide des objections qu'ont coutume de formuler les principaux adversaires du régime corporatif.

Ceux-ci lui reprochent, en effet, dans l'ordre économique de s'opposer au progrès en jugulant la concurrence et l'initiative privée.

Or, La Tour du Pin dans son œuvre n'a cessé de souligner qu'il ne voulait réprimer que les abus de la concurrence. A aucun moment, il n'a envisagé la corporation comme devant supprimer l'initiative individuelle, mais bien au contraire la guider dans le sens d'un meilleur rendement productif.

D'autre part, les économistes libéraux ont fait ressortir que le monopole corporatif assurerait le triomphe du producteur sur le consommateur.

La doctrine de La Tour du Pin ne donne pas de prise à cette objection puisqu'elle prévoit d'une part l'introduction dans certaines corporations de représentants des consommateurs et que d'autre part le Prince, représentant l'intérêt général, homologue les règlements élaborés par les organismes professionnels. Il peut ainsi défendre aisément les intérêts des consommateurs sur l'Etat et, par là même, sur les corporations.

Dans l'ordre social, le reproche le plus grave adressé au corporatisme est de sacrifier les intérêts de la classe ouvrière à la toute puissance de la nation et d'enlever à cette classe son suprême moyen de défense : la grève.

La conception profondément chrétienne et sociale de La Tour du Pin est à l'opposé de cette mystique nationaliste. Son hostilité à l'égard de la lutte de classes permet de croire qu'il serait peu favorable aux grèves, cependant il ne les prohibe pas explicitement.

Il fait mieux puisqu'il met tout en œuvre pour qu'elles deviennent sans objet.

Dans l'ordre politique, d'aucuns ont fait observer que la représentation corporative était conçue comme s'il était vrai que l'intérêt général résultait de la somme des intérêts particuliers. Or l'expérience a prouvé qu'il n'en était rien.

Il semble donc absurde et dangereux de vouloir demander avis à des assemblées représentant des intérêts économiques honorables, mais étroits, sur des questions d'ordre spirituel et général tel qu'un conflit diplomatique ou qu'une réglementation des rapports confessionnels.

La Tour du Pin a, lui aussi, aperçu le ridicule d'une telle méthode et, à plusieurs reprises, s'est élevé contre une pareille prétention.

Dans sa conception, les Chambres corporatives n'ont nullement la garde des intérêts généraux du pays. Elles ne font qu'être consultées et approuver certaines décisions. Le Prince et les autres organismes délibérants sont là pour prendre en mains les intérêts généraux du pays.

Ainsi, la plupart des objections « a priori » qui ont été faites au régime corporatif ne valent guère pour la conception de La Tour du Pin.

Doit-on en conclure que celle-ci représente une construction si parfaite qu'aucun vice ne peut l'atteindre ?

Je ne le crois pas.

La doctrine de La Tour du Pin est souple, ondoiyante, voire même un peu floue. Ce caractère con-

stitue sa force, mais lui confère aussi une certaine fragilité.

Cette conception corporative présente des lacunes, des obscurités, des faiblesses.

Ce qui frappe immédiatement, à la lecture des œuvres de La Tour du Pin, c'est l'absence presque totale de vues purement économiques concernant son système corporatif.

Il ne semble pas avoir envisagé que l'organisme corporatif, en cette matière, pouvait prétendre à des attributions plus vastes que celle d'un contrôle de la valeur technique de la fabrication des produits.

Il n'y a rien dans son œuvre qui permette de se faire une idée de la façon dont le régime corporatif résoudrait les problèmes généraux de l'organisation de la production et des échanges.

Existerait-il des organismes limitant la production, répartissant les débouchés, déterminant les prix ? Si oui, suivant quel critère détermineraient-ils leurs actes et de quels moyens disposeraient-ils pour faire appliquer leurs décisions ?

A ces questions fondamentales, il n'apporte aucune réponse. D'autres, moins importantes peut-être, subissent un sort analogue.

La Réglementation si délicate des problèmes intercorporatifs ne paraît pas avoir été examinée et la pensée de l'utilisation des ententes industrielles déjà existantes ne semble pas avoir effleuré l'esprit du théoricien français du Corporatisme.

Ce sont là des lacunes très graves qui risquent de détruire l'harmonie de la construction corporative édifiée par La Tour du Pin.

Ces omissions sont facilement explicables d'ailleurs pour que l'on ne perde pas de vue le but éminemment moral et social que s'était assigné le doctrinaire chrétien. Sa formation, d'autre part, ne lui permettait guère de s'étendre sur des problèmes dont son manque de culture économique pure lui faisait peut-être méconnaître l'importance.

Sur le terrain social, par contre, La Tour du Pin a largement étalé les champs d'application de ses conceptions corporatives. Tout au plus quelques points sont-ils restés dans l'ombre.

Tout d'abord, simple détail, La Tour du Pin exprime la volonté que dans l'ordre corporatif nouveau les ouvriers, comme au début du Moyen-Age, puissent accéder à la maîtrise. Cette idée généreuse étant posée, il s'abstient malheureusement de nous indiquer les moyens dont il faudrait user pour financer l'entreprise à la tête de laquelle se trouverait un patron à peu près dépourvu de capitaux.

Une autre question reste assez obscure, comme il a déjà été indiqué : celle des grèves.

La Tour du Pin en admet-il l'éventualité dans son organisation corporative ? Je ne le pense pas. Cependant il est impossible, faute de texte, d'affirmer quoi que ce soit.

La représentation politique des corporations a fourni à La Tour du Pin la matière de développements assez vastes qui lui a permis en passant de jeter les bases d'une grandiose réforme constitutionnelle.

Sur ce sujet, on ne peut guère relever de lacunes importantes, l'auteur a beaucoup prévu, peut-être même trop.

Néanmoins, sur un point secondaire, celui de la représentation des corps constitués et de leur rôle il a attisé notre curiosité sans bien la satisfaire.

Dans l'exposé de sa conception corporative La Tour du Pin n'a pas été complet : il n'a également pas toujours été précis.

Au cours de son œuvre, il est revenu à plusieurs reprises sur des problèmes qu'il n'a pas résolus, chaque fois, de la même façon.

Des idées ont été jetées sur le papier tout au long de sa vie d'écrivain, qu'il n'était pas facile de concilier les unes avec les autres.

Lorsqu'il a recherché, dans ses premiers articles, quels étaient les éléments qu'il conviendrait de représenter dans la corporation il en distingue trois :

1) Propriétaires, fermiers et ouvriers dans l'agriculture.

2) Actionnaires, personnel de direction et ouvriers dans l'industrie.

3) Patrons, employés et consommateurs dans l'Artisanat.

Puis, au cours d'autres études, il ne fut plus question que de deux éléments patronaux et ouvriers pour former la corporation.

Doit-on conclure à l'évolution de la pensée de l'auteur sur ce sujet, ou bien celui-ci est-il lui-même resté dans le doute et ne s'est-il pas prononcé ?

De même, certains passages du livre « Jalons de Route » permettraient de croire que La Tour du Pin aurait désiré que la corporation se forme librement sous l'œil bienveillant, mais sans l'intervention directe, des pouvoirs publics.

D'autres, au contraire, donnent à penser que le dirigeant des Cercles Catholiques d'Ouvriers éclairés par l'échec de certaines expériences, estimait que, si la corporation obligatoire n'est peut-être pas indispensable, il faut, pour le moins, que l'organisme professionnel en formation soit privilégié.

Cependant, sur l'étendue de ce privilège, La Tour du Pin demeure muet et le commentateur réduit à des conjectures.

Dans une matière assez voisine se retrouve la même incertitude.

Parfois, le promoteur de la corporation renouvelée, semble envisager celle-ci comme un organisme ouvert à tous sous réserve d'un examen professionnel.

A d'autres moments, il paraît vouloir assurer aux membres de la corporation une véritable propriété de leur métier, un droit intangible au travail, ce qui ne peut manquer d'impliquer une limitation indispensable du nombre de personnes exerçant ce métier, faute de laquelle ce droit serait illusoire et cette propriété sans stabilité.

Enfin, La Tour du Pin, soucieux d'éviter le reproche de confier des intérêts généraux à des représentants d'intérêts particuliers n'aurait donné aux assemblées corporatives qu'un rôle consultatif sur des questions d'ordre professionnel.

Mais, il confie la discussion des intérêts généraux à une Chambre Haute dont les membres semblent

pour une large part émaner des organismes professionnels qu'il voulait tenir à l'écart.

Il y a donc dans l'œuvre de La Tour du Pin un certain nombre d'affirmations qui se coordonnent malaisément. Ceci risque d'amoindrir la cohésion du système élaboré, mais ne suffit pas à le rejeter sans appel.

Les faiblesses les plus graves viennent d'ailleurs. Elles résultent de la hardiesse et de l'originalité mêmes de cette conception d'organisation corporative.

Celle-ci, en effet, non seulement n'a rien de commun avec les plans mirifiques des visionnaires d'une société future, aussi parfaite qu'in vraisemblable, mais aussi diffère sensiblement des systèmes élaborés par d'autres théoriciens sérieux du Corporatisme et des expériences en cours de réalisation.

La Tour du Pin s'est à plusieurs reprises défendu de vouloir abolir la concurrence et détruire l'initiative privée, considérées comme les moteurs du progrès économique.

Il a, par ailleurs, fréquemment affirmé qu'il fallait mettre fin aux abus de la concurrence effrénée et de la production anarchique.

Ses vues n'étaient certes pas inconciliables, encore eût-il fallu qu'il nous indique dans quelles limites il convenait de maintenir cette concurrence et cette initiative privée.

Faute d'avoir agi ainsi, ses affirmations semblent peu cohérentes et paraissent viser davantage à la grandiloquence qu'à l'efficacité.

L'examen de ces caractères particuliers permet de situer la place de La Tour du Pin parmi les apôtres

de l'ordre nouveau et aussi de mettre en relief les points vulnérables de sa théorie.

L'œuvre tout entière de La Tour du Pin est imprégnée d'une atmosphère de christianisme social.

Ce n'est pas là une remarque nouvelle, mais il est indispensable d'étudier maintenant les conséquences de ce fait.

On sent à chaque page des « Jalons de Route » un désir inexprimé et pourtant puissant : plier l'économie aux exigences de la morale sociale de l'Evangile.

La Corporation, ici La Tour du Pin ne s'en cache pas, est le moyen de faire régner la justice et la charité.

Ce sentimentalisme économique, s'il est moralement louable est, je crois, pratiquement dangereux. Il risque de masquer les réalités humaines et de causer, le jour où les faits se vengent, de graves illusions.

Bridier l'intérêt personnel en voulant combler toutes les inégalités de la répartition, c'est paralyser la production; or, pour que les travailleurs aient du bien-être il faut que la masse à partager ne diminue pas.

De même, affirmer la nécessité pour l'ouvrier de recevoir un juste salaire, pour le producteur de vendre à un juste prix est facile. Il est, par contre, plus épineux de déterminer ce qu'il est juste que chacun reçoive dans ces différents cas.

Un deuxième caractère domine tout le système de La Tour du Pin, c'est le caractère représentatif.

Il faut que tous les droits et tous les intérêts soient assurés d'avoir audience au sein de la corpora-

tion. C'est là un programme généreux; c'est là en pratique une mesure singulièrement audacieuse.

Ces droits, ces intérêts ne sont pas toujours concordants. Est-il raisonnable d'admettre que, sous l'effet de quelque baguette magique, ils vont s'élever en quelque concert audacieux ?

Je ne le pense pas. Ils risquent bien plutôt de s'entrechoquer en une cacophonie infernale et cette lutte des classes que l'on voulait éviter va peut-être renaître à l'occasion de la véhémence verbale de débats orageux.

D'autre part, admettre un nombre forcément important de délégués à la discussion des problèmes professionnels n'est-ce pas introduire le parlementarisme dans la production, livrer celle-ci au funeste régime des assemblées ?

En troisième lieu, La Tour du Pin a longuement insisté sur la nécessité d'accorder à l'organisme corporatif un droit propre, permettant une très grande autonomie.

Il a fait de cette idée la base peut-être fondamentale de son programme de restauration sociale.

Intercaler entre l'individu et l'Etat une série de corps intermédiaires, c'est à ses yeux le plus sûr moyen d'éviter à la fois l'anarchie libérale et l'étatisme socialisant.

Nous en tenant uniquement à la corporation, il ne paraît pas certain que le but recherché puisse être entièrement atteint.

Le droit propre de l'association ne va-t-il pas se trouver en conflit avec un autre droit : celui reconnu à l'individu ?

L'issue de cette lutte est indécise, mais il semble que deux alternatives restent seules possibles. Ou bien l'individu sera maîtrisé et sa liberté atteinte, ou bien il réussira à faire triompher son droit et le groupement professionnel servira de champ clos aux débordements de l'anarchie ressuscitée.

Les rapports de la corporation avec l'Etat ne semblent pas moins difficiles à régler.

S'il n'y a pas entente au sein de la corporation, si celle-ci veut agir égoïstement, l'Etat va intervenir pour arbitrer les conflits dans le premier cas, pour faire respecter dans le second l'intérêt général.

L'Etatisme va renaître au moment où l'on pensait l'avoir jugulé.

Certes, les dirigeants de la puissance publique peuvent refuser d'agir, fermer les yeux, mais cet absentéisme risque de coûter plus cher que l'intervention.

Si l'Etat laisse faire, c'est une anarchie au second degré qui s'instaure.

Ce ne sont plus seulement les individus qui sèment le désordre, mais les corporations qui sèment la perturbation dans l'Etat.

Cette extrémité peut être évitée si une autorité à la fois forte et souple tient fermement en main le pouvoir, les groupements et les individus.

Elle sera d'autant plus nécessaire que, sur le plan local encore, la large décentralisation prévue par La Tour du Pin risque d'amener un manque de cohésion dans les organismes des différentes régions.

Vouloir replacer les corporations dans les an-

ciens cadres historiques ou naturels est une ambition peut-être un peu romantique, certainement génératrice de difficultés nombreuses.

Il est plus facile à l'Etat d'exercer son juste contrôle sur des groupements fédérés en un organisme central unique, que sur des associations réparties sur différents points du territoire.

Dans cette dernière hypothèse, il est de même plus délicat de maintenir entre les corporations des diverses régions l'unité de vues indispensable sur certains problèmes professionnels.

Enfin, il paraît particulièrement malaisé de dégager d'un certain nombre d'organismes épars la volonté collective nécessaire à faire reconnaître leur droit dans le cadre de la nation.

La Tour du Pin n'a pas sous-estimé la plupart de ces difficultés.

Si pourtant elle ne l'ont point arrêté, c'est que, profondément monarchiste, il pensait que la main ferme du Prince pouvait maintenir dans la ligne du bien public tous ces intérêts divergents.

Il n'entre nullement dans mes intentions de discuter ici le bien-fondé d'une telle affirmation. Celle-ci relève de la politique pure et, comme telle, ne rentre pas dans le cadre de ce sujet.

Cependant, si j'ai jugé nécessaire d'y faire allusion, c'est que cet acte de foi dans la monarchie est la condition indispensable à la réussite du système de La Tour du Pin.

L'institution royale forme la clef de voûte de cet édifice économique, politique et social.

C'est là, je pense, faire peser une bien lourde charge sur une institution qui ne sera peut-être pas toujours à même de la supporter.

Pour réussir dans cette tâche écrasante, la monarchie doit jouir d'un immense prestige; celui-ci peut ne pas exister, il peut aussi ne pas durer.

Alors, tout l'appareil doit-il tomber faute de support ?

Examiner cette éventualité, c'est percevoir combien il est dangereux de lier un système économique et social, que l'on souhaite durable, à des considérations politiques toujours transitoires.

CHAPITRE V

L'EXPERIENCE CORPORATIVE DE L'ANCIEN REGIME

La Tour du Pin s'est, à plusieurs reprises, défendu de vouloir rétablir un ordre corporatif semblable à celui de l'Ancien Régime.

Incontestablement, néanmoins, il a eu le souci constant de puiser à cette source des idées pour l'élaboration de sa théorie et des arguments pour l'étayer.

Il est donc particulièrement intéressant d'examiner dans quelle mesure la corporation ancienne a servi de modèle à celle que rêve d'instaurer La Tour du Pin et, d'autre part, de mettre à profit les enseignements légués par l'expérience d'autrefois pour essayer de déterminer ce qui, dans les prévisions du théoricien moderne, peut être réalisé et ce qui risque de se heurter à l'opposition des faits.

Avant tout, dans cette étude, il importe de ne pas perdre de vue que les circonstances ne sont plus les mêmes et que les transformations économiques, politiques et sociales, imposent une adaptation des données anciennes aux réalités du jour.

L'organisation corporative du Moyen-Age n'a

nullement été le fait d'une conception systématique.

Bien au contraire elle prit connaissance ici et là sans plan d'ensemble sous la pression des nécessités inhérentes aux circonstances de l'époque féodale.

A ce moment, l'homme isolé était sans force et sans droit, l'exercice d'un métier ou d'un commerce individuel particulièrement difficile.

L'idée de groupement professionnel trouvera donc son fondement dans les exigences de la vie politique.

Toutefois le lien reliant les gens d'une même profession fut dès le début singulièrement renforcé par l'apport d'un élément spirituel : la confrérie, doublant presque toujours la corporation naissante.

La nation corporative de l'Ancien Régime fut, en un certain sens, très large puisqu'elle ne recouvrit pas seulement les corps de métiers mais aussi ces corps intellectuels : Universités, Académies, Corps d'officiers royaux, auxquels La Tour du Pin fait allusion dans ses projets, sous les nom de corps constitués mais dont il s'abstient de définir nettement l'essence et de déterminer le rôle avec quelque précision.

Cependant, à ce moment, la corporation, au sens où La Tour du Pin l'entend, n'a pas étendu sa juridiction à l'ensemble des activités économiques.

Sous l'Ancien Régime, l'agriculture a toujours échappé à cette forme d'organisation, en raison du caractère féodal de l'appropriation des terres.

D'autre part, le régime corporatif de droit commun : le métier juré, ne s'est jamais appliqué aux manufactures ni aux métiers libres fonctionnant, surtout en province, dans la petite industrie et possédant

une organisation et une réglementation d'un esprit assez différent.

La sphère d'activité de l'Ancienne Corporation étant définie il faut examiner le but en vue duquel elle s'est formée.

Celui-ci, suivant l'expression de M. Olivier Martin, est « à la fois de discipliner et de défendre les intérêts professionnels ».

Cette discipline et cette défense profitent évidemment aux membres de la corporation et elle remplit ici une fonction de droit privé.

Mais cette activité servira aussi l'intérêt commun et c'est là une fonction ressortissant au droit public.

Cette conception de la corporation, tournée vers le bien commun, est essentielle au Moyen-Age; c'est une idée religieuse voisine de celle de La Tour du Pin. Le métier impose à celui qui l'exerce un devoir auquel il n'est pas libre de se soustraire, il constitue une condition sociale.

Dès le XIV^e siècle, les maîtres forment l'élément actif qui dirige la corporation. Peut-être, en des temps reculés et obscurs, compagnons et apprentis ont-ils aussi eu leur part à la direction du groupement professionnel. C'est possible; ce n'est pas certain.

En tout état de cause, dès que le groupement corporatif a atteint sa maturité, les maîtres le dirigent seuls. La corporation du Moyen-Age s'écarte sur ce point nettement de la conception des théoriciens modernes que partage La Tour du Pin.

Elle réunit en un seul corps les maîtres et les compagnons mais les deux éléments n'ont pas des droits égaux au gouvernement de l'ensemble.

Le sentiment hiérarchique, si fort au Moyen-Age, s'oppose donc à l'établissement de la démocratie dans la corporation. Par contre, il n'empêche nullement une confiante collaboration de s'établir aux différents degrés de cette hiérarchie.

D'ailleurs, les compagnons accèdent facilement à la maîtrise à cette époque. Il leur suffit de prouver qu'ils en sont dignes en réalisant le chef-d'œuvre.

Cette condition est tout-à-fait analogue à l'examen de capacité professionnelle, restauré par La Tour du Pin.

Les compagnons et les apprentis constituent l'élément passif de la corporation mais ils ne sont pas pour cela sacrifiés.

Outre l'espoir d'accéder à la maîtrise, la réglementation corporative et, mieux encore, l'atmosphère d'intimité avec les maîtres les défendent contre certains abus.

Le maître s'engage notamment dans le contrat d'apprentissage à traiter son apprenti « paternellement » et à lui apprendre tous les détails de sa profession.

L'apprenti, en retour, s'engage à servir son maître « en toutes choses licites et honnêtes ». Il vit au foyer même du maître et ce dernier ne pouvant prendre qu'un nombre restreint d'apprentis (deux ou trois) est amené à traiter ceux-ci comme des membres de sa propre famille.

Toutes ces circonstances favorisent la paix sociale. La notion de lutte de classes ne reposerait, à cette époque, sur aucun fondement. Elle n'existe d'ailleurs pas.

Pour l'accomplissement de sa double tâche de discipline et de défense de la profession la corporation a besoin d'un certain nombre d'organes collectifs.

La direction de la corporation est assurée par un organisme élu comprenant un nombre restreint de membres. Dans les corps de métiers ceux-ci portent habituellement le nom de jurés. Le bureau corporatif, cher à La Tour du Pin, est le successeur direct de cette institution.

Les jurés gèrent la bourse commune de la corporation, c'est-à-dire son patrimoine corporatif. Ils exercent, s'il y a lieu, une action disciplinaire sur les membres de la corporation. Enfin, ils préparent les règlements corporatifs.

Mais c'est l'assemblée générale de la corporation, organe suprême, qui légifère sur l'organisation de la profession.

Ceci implique que la corporation n'est pas un groupement professionnel analogue à ceux que connaît notre droit moderne.

Ses attributions débordent nettement le cadre que nous assignons aujourd'hui au droit privé.

Elle constitue en effet une personne morale de droit public reconnue et contrôlée par l'Etat souverain.

La corporation jouit des prérogatives nombreuses nécessaires à la réalisation de ses fins propres.

En effet, la discipline de la profession comporte tout d'abord le contrôle du recrutement des membres de la profession.

Nul ne pourra exercer le métier s'il n'a été so-

lennellement agrégé au corps par le serment, acte religieux d'acceptation de la loi du groupe.

Ce monopole corporatif peut déplaire aux esprits attachés à la liberté, reconnaissons cependant qu'il est dans la logique des institutions.

Les artisans du Moyen-Age ont raisonné ici d'une manière plus cohérente que le théoricien moderne du corporatisme. A l'opposé de La Tour du Pin ils ont compris que la question de la corporation libre ou obligatoire se posait et qu'il était nécessaire pour la discipline du groupe que nul ne puisse, en refusant de s'affilier, se soustraire par là même à toutes les obligations qu'entraîne cette affiliation.

La corporation, comprenant tous les membres exerçant la même profession, peut imposer à tous un règlement assurant le fonctionnement du métier par la limitation de la concurrence abusive et le contrôle de la loyauté de la fabrication.

Les règles seront d'autant mieux acceptées et observées que c'est la corporation elle-même qui les élabore.

Ainsi la puissance publique n'a pas hésité à permettre aux corps d'exercer un pouvoir réglementaire. Bien entendu, celui-ci est limité par le but même qu'il poursuit, le corps ne peut légiférer que pour organiser la profession. Ces limites sont sages, aussi La Tour du Pin s'est-il inspiré de l'exemple fourni par le Moyen-Age.

De ce pouvoir réglementaire découle forcément pour la corporation la tâche de veiller à l'observation de sa propre loi dans la vie quotidienne du groupe.

Ainsi s'explique la prérogative disciplinaire dont jouissent les corporations sous l'Ancien Régime.

La nécessité de cette juridiction s'imposerait peut-être encore davantage aujourd'hui.

Alors qu'autrefois il s'agissait presque exclusivement de réprimer des fraudes, des déloyautés, des malfaçons et abus de toutes sortes, la justice corporative aurait, dans l'état actuel des rapports sociaux, à s'occuper davantage des contestations qui pourraient s'élever entre les différents agents productifs.

La Tour du Pin l'a compris et, dans sa conception, la juridiction professionnelle doit aussi faire place à la notion moderne d'arbitrage.

Ici l'organisation ancienne ne peut servir de modèle exclusif aux tentatives modernes. Il faut tenir compte d'un facteur nouveau, la différenciation des classes.

La Corporation de l'Ancien Régime, non seulement disciplinait, mais aussi assurait la défense des intérêts de ses membres

Pour ce faire le droit d'estimer en justice lui est reconnu. Le Conseil du roi accueille ces actions.

L'Ancien Régime avait, dès le début, largement ouvert aux groupements professionnels la porte du prétoire. Notre régime démocratique et libéral ne l'a entrebâillée qu'après bien des luttes et non sans hésitations.

Mais, plus que pour l'action judiciaire, c'est par des rapports officieux que les corporations font entendre leur voix et souvent prévaloir leur point de vue.

Les corps, comme les individus, peuvent adresser au Roi des remontrances et des requêtes. Ils ne

s'en privent point et le Roi l'admet fort bien et a coutume de consulter le corps lorsqu'il s'agit de régler des questions sur lesquelles il est compétent.

La corporation a donc audience auprès du souverain parce qu'elle représente des intérêts légitimes.

Elle peut faire appuyer ses revendications par les assemblées élues car elle y possède des porte-paroles. Les corps dans l'Ancien Régime sont à la base de la représentation politique de la nation.

Dans les villes, surtout au Moyen-Age, les corporations ont eu non pas seulement comme le souhaite La Tour du Pin une représentation dans la municipalité, mais bien la direction même de la cité.

Il n'est que de rappeler ici, pour illustrer cette idée, l'exemple de la corporation parisienne des marchands de l'eau qui est à l'origine de l'organisation municipale de la Ville de Paris.

Les Etats Provinciaux étant, là où ils subsistèrent, recrutés pour une large part parmi les municipalités urbaines, la participation corporative ici aussi se fit toujours sentir. Certes, elle était moins directe, moins cohérente, que celle recherchée par La Tour du Pin pour ses modernes chambres provinciales, mais elle n'en exista pas moins et l'influence des groupements professionnels et de leurs intérêts divergents se fit bien souvent sentir dans les délibérations. Ce ne fut pas toujours pour les écouter.

Enfin, les corporations sont aussi représentées aux Etats généraux.

Les députés du Tiers, en effet, sont élus par des assemblées de baillage.

Chaque ville y envoie des délégués. Ceux-ci sont

élus dans une assemblée urbaine qui comprend des députés de chaque corps de la ville et des députés des habitants ne faisant pas partie d'un corps. Ces derniers du reste étaient nettement défavorisés par le mode de représentation pratiqué et l'influence des corps dans l'élection des députés du Tiers était prépondérante.

La Tour du Pin est hostile à cette méthode. L'Ancien Régime l'a pratiqué pendant des siècles mais les résultats obtenus ont fait réfléchir certains des tenants actuels du corporatisme.

La corporation, par les privilèges dont elle jouit, par les moyens dont il dispose, est donc une puissance.

Son autonomie juridique très étendue fait d'elle un groupe distinct dans l'Etat.

Celui-ci cependant ne peut admettre que cette autonomie ne tourne à l'anarchie et que cette liberté de se gouverner ne dégénère en licence. Les corps ont besoin d'être subordonnés à une autorité supérieure, contrôlant leurs actes sans étouffer les manifestations de leur vie propre, les maintenant dans la ligne du bien commun tout en leur permettant de défendre leurs intérêts légitimes.

La Royauté, dont le prestige est immense jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, est particulièrement qualifiée pour exercer un juste contrôle sur l'activité des corporations.

Le Roi a été amené, en fait, à pratiquer cette fonction de surveillance que veut aussi lui confier La Tour du Pin dans une monarchie restaurée.

A la fin de l'Ancien Régime, l'autorisation roya-

le est nécessaire pour la constitution d'un corps. Le Roi délivre à la nouvelle corporation des Lettres patentes, faute desquelles elle ne peut avoir une existence juridique.

C'est un principe de date récente. En fait, la plupart des corporations anciennes sont apparues spontanément. Le Roi reconnaît pourtant leur existence longue et paisible.

La surveillance royale s'exerce plus étroitement sur les statuts et règlements que la corporation édicte. Ceux-ci doivent être conformes au bien commun. De même la royauté contrôle l'action disciplinaire corporative, elle pare aux déficiences, réprime les abus.

Le Prince veille surtout jalousement à ce que l'activité des corps ne s'étende pas au-delà de la défense des intérêts professionnels. Il ne donne pas aux corps le droit de se fédérer. Les bouchers n'ont pas besoin de fusionner avec les épiciers. Chacun défend les intérêts de sa profession. Une alliance de la sorte serait de mauvais aloi, elle est suspecte à la Royauté et celle-ci a montré sa volonté de ne supporter aucune fédération de corps en cassant le fameux Arrêt d'Union rendu pendant la Fronde.

Mais les tentatives d'union entre les corps sont moins fréquentes que les conflits.

Il est dans la nature des choses que les intérêts se heurtent plutôt qu'ils ne s'unissent et si, d'aventure, ils s'associent c'est souvent au détriment du bien commun.

Les querelles qui surgissent à tout propos entre les corps au sujet de leur délimitation respective ne sont pas moins préjudiciables à l'intérêt général.

C'est au Roi qu'il appartient de les résoudre. Il le fait par l'intermédiaire de son Conseil Privé.

Il est loisible certes de critiquer cette procédure et de souligner l'impuissance du Conseil à supprimer des contestations souvent oiseuses et sans cesse renaissantes.

Il n'en est pas moins vrai que l'organisation corporative du Moyen-Âge possédait une facilité d'arbitrer des litiges que La Tour du Pin laisse sans solution.

Le pouvoir d'intervention du Roi dans la vie corporative allait encore plus loin dans l'Ancien Régime, si loin même que La Tour du Pin et les corporatistes modernes ne semblent pas vouloir ici suivre leur exemple.

Le Prince possédait en effet le redoutable pouvoir de casser le corps qui s'était écarté de ses fins professionnelles.

Il en usa rarement. Néanmoins il y eut des exemples : au XV^e siècle, la révolte des Maillotins, Charles VI supprima toutes les corporations parisiennes.

Généralement le Roi a recours à des moyens plus nuancés pour réprimer les abus.

Pour corriger la rigueur excessive du monopole corporatif le Prince use de la prérogative de créer de nouvelles maîtrises par lettres patentes.

Ceci a le double résultat de rendre les marchandises moins chères en multipliant la concurrence et d'ouvrir l'accès à la maîtrise à des ouvriers méritants. Ainsi le Roi exerce par toute une série de moyens un contrôle très efficace sur l'activité corporative.

L'interventionnisme royal n'est certes pas agres-

sif, il ne prend surtout pas un aspect doctrinal, l'empirisme y tient la première place.

Cependant, si souple que soit l'action du Roi sur les corps, elle a dépassé les limites que veut lui assigner La Tour du Pin dans la monarchie de demain.

La corporation du Moyen-Age n'a pas formé un Etat dans l'Etat. La royauté qui a patiemment constitué l'unité française ne l'aurait pas supporté. Pas plus que dans l'avenir, je pense, une autre monarchie ne le tolérerait.

Après avoir décrit le système corporatif tel qu'il a longuement fonctionné dans l'Ancien Régime il importe d'examiner, avant de conclure, les altérations qu'il a subies au cours des siècles.

Certes, dès l'origine, il a présenté des lacunes, recelé des faiblesses.

Cependant il a pendant longtemps fonctionné assez normalement pour accomplir les tâches en vue desquelles il s'était créé.

Puis, petit à petit, le système s'est détraqué, les institutions ont été déviées, les privilèges, privés de leur contre-partie, sont devenus indéfendables, la corporation, minée à la base, n'a pu se défendre contre les attaques de l'extérieur.

Il est difficile d'établir au juste quelles furent les causes de ce changement.

Certains ont accusé l'influence de la Réforme. Le scepticisme religieux a enlevé au groupement professionnel sa mystique en même temps qu'aux égoïsmes individuels leur frein.

D'autres ont rendu responsable la transformation économique résultant des Grandes Découvertes. Les

ateliers développant leur production, l'ambiance familiale dans laquelle elle se déroulait n'a plus subsisté, l'atmosphère de collaboration a disparu.

Ces facteurs ont vraisemblablement conjugué leur action et les résultats n'ont point tardé à se faire sentir.

Vers la fin du XV^e siècle, la Corporation tombe entre les mains d'une oligarchie. La Maîtrise devient inaccessible aux compagnons qui ne peuvent en supporter les droits de réception trop élevés.

Par contre, les fils de maîtres, non seulement sont exemptés de la plupart de ces droits, mais encore jouissent d'une indulgence excessive lors de la présentation du chef-d'œuvre. Les conséquences sociales de ces faits sont très graves. Les compagnons cherchent une protection en dehors de la corporation qui est de moins en moins leur chose. Ils forment des compagnonnages. Les antagonismes d'intérêts se font jour au sein du métier. Au XVIII^e siècle apparaissent des grèves sérieuses, signe convaincant de la désorganisation du système.

La conscience professionnelle de chacun se relâche, les fraudes se multiplient.

La notion du devoir social s'estompe, les règles de protection des travailleurs, si scrupuleusement observées au Moyen-Age, sont fréquemment oubliées.

L'esprit de lucre a remplacé l'esprit de justice et de charité. Le maître, soucieux de gains immédiats, néglige la formation patiente de ses apprentis.

Parallèlement se développent l'orgueil de caste et l'égoïsme corporatif. Le groupement professionnel,

oublieux de ses devoirs, n'en est que plus pointilleux sur le respect de ses prérogatives.

D'interminables et ridicules procès intercorporatifs se déroulent, lassant la patience du public, voire même celle des tribunaux.

Enfin la corporation suspecte tout ce qui pourrait directement ou indirectement porter atteinte à son monopole. Résolument hostile aux innovations elle sombre dans la routine.

L'économie est menacée de stagnation. D'aucuns réagissent.

Tout naturellement ils s'adressent au Roi, défenseur mais aussi Mentor des corporations.

Celui-ci tente très loyalement de redresser certaines erreurs.

Il poursuit les accapareurs, sauvegarde chaque fois qu'il le peut les intérêts des consommateurs, entreprend la réforme des statuts de nombreuses corporations.

Il favorise les inventions nouvelles en créant des manufactures privilégiées.

Il réduit enfin le monopole corporatif par la création de nouvelles maîtrises.

Mais bientôt des préoccupations fiscales vont détourner son action.

Pour se procurer de nouvelles ressources, il multiplie les créations d'offices au sein des Corporations. Ceux-ci, le plus souvent, ne correspondent à aucune autre nécessité que de faire rentrer dans les caisses royales l'argent prélevé par les corporations sur leur bourse commune.

Les gens de métier en effet rachètent au Roi ses

offices gênants. Cela coûte très cher. La corporation est obligée de multiplier les taxes, particulièrement les droits d'accession à la maîtrise. Ainsi, par ce détour, le roi contribue-t-il à rendre la maîtrise encore plus inaccessible aux compagnons et aux éléments étrangers.

Le mal est d'autant plus grave que très logiquement le Roi cherche à étendre un système lui procurant si facilement des disponibilités.

Il favorise l'extension d'un régime corporatif ébranlé à des pays et à des métiers qui ne le connaissaient pas jusque là.

Les corporations cherchent habilement à s'attirer les bonnes grâces royales en se montrant généreuses. Elles empruntent pour pouvoir aider le Roi. Les six corps marchands de Paris offrent à Louis XVI un bateau pour la guerre d'Amérique.

Ces mesures, dans lesquelles il est difficile de démêler la part du patriotisme et celle de l'intérêt, mettent le Prince dans une position très fausse et rendent plus délicat l'exercice de son contrôle au moment où il eût été le plus nécessaire.

Tout cela devait conduire à la catastrophe.

L'édit de Turgot, pour un temps très court, puis la Constituante mettent fin au régime corporatif.

Bien des gens ont soutenu depuis que ces mesures n'avaient que précipité l'évolution des faits.

Il est difficile de se prononcer, d'affirmer que les corporations étaient encore viables ou qu'elles ne l'étaient plus.

En tout cas, il est certain qu'elles étaient en décadence.

Peut-être des réformes auraient-elles suffi à insuffler au vieil organisme une vie nouvelle ?

Les tentatives de réorganisation corporative qui ont suivi presque immédiatement la suppression brutale peuvent le laisser penser.

Si nous établissons maintenant le bilan de cette expérience nous constatons que pendant des siècles l'organisation corporative a donné dans l'ensemble des résultats assez estimables.

Jusqu'au milieu du XVI^e siècle, le système a assuré à l'économie, non pas une prospérité sans bornes, mais une assez heureuse stabilité, le producteur étant protégé contre les excès de la concurrence et le consommateur contre les malfaçons.

A cette époque la Paix sociale n'a pas été gravement troublée. Le Maître avait la sécurité de sa propriété, le compagnon la possession de son état. La législation du travail était humaine pour le temps, les mœurs l'assouplissaient encore.

Dans l'ordre politique les corporations rendaient d'éminents services à la cause royale qui était celle de la France.

Elles donnaient au Roi l'aide et le conseil.

Elles se faisaient les collectrices d'impôts de ses membres, assuraient la surveillance du pays en remplissant le service du guet, collaboraient à la défense de la patrie en danger.

Le Roi les consultait, non seulement dans les occasions graves dans des Etats Généraux, mais encore chaque fois que le besoin s'en faisait sentir dans les Etats Provinciaux et dans ses « Bonnes Villes ».

Cet état de fait, sinon idyllique, était du moins

satisfaisant. Son exemple avait vivement frappé La Tour du Pin, imprégné de l'histoire de l'Ancien Régime. Il a été déterminant dans l'élaboration de ses théories.

La suite de l'expérience aurait dû lui donner à réfléchir.

Il lui eût été profitable d'examiner de plus près ces mêmes corporations à la veille de leur destruction.

Il aurait vu des organismes malades trouvant cependant assez de force pour résister farouchement aux tentatives de réforme qui auraient pu les sauver en portant atteinte à leurs privilèges.

Il aurait contemplé une monarchie, affaiblie par les réclamations incessantes de ces groupements antagonistes, n'osant plus convoquer des Etats Généraux aux vues fragmentaires et égoïstes, se méfiant d'assemblées locales aussi peu pénétrées de l'esprit de sacrifice au bien commun.

Il ne suffit pas de retracer l'échec final de l'expérience corporative de l'Ancien Régime.

Il faut en tirer les leçons qui pourront servir aux tentatives de demain.

Les raisons profondes de la décadence corporative au seuil de la Révolution sont, à mon sens, au nombre de deux.

Tout d'abord, c'est la disparition du climat familial confessionnel dans lequel l'expérience s'était épanouie au début.

La réalisation de l'idéal corporatif exigeait et exigerait encore un sacrifice constant de l'individu au bien de la collectivité.

Du jour où celui-ci cesse d'être soutenu par une

mystique, réconforté par une ambiance, la nature humaine prend le dessus et bientôt il cesse de considérer son devoir pour revendiquer ses droits.

Ce jour-là, l'esprit corporatif est mort, l'institution peut survivre quelque temps, elle est cependant condamnée.

La Tour du Pin a compris l'importance de ce facteur moral, il reste à savoir si les moyens qu'il préconise pour le restaurer suffiraient aujourd'hui.

Le second fait qui a facilité la corruption de la corporation primitive, c'est la disparition, au cours du XVII^e siècle, d'un Arbitre fort et impartial, maintenant les corporations dans les limites du bien commun.

C'est lorsque le Roi, par nécessité, par lassitude ou par manque de clairvoyance, a cessé d'exercer un contrôle vigilant et ferme sur l'activité des corporations que celles-ci ont multiplié leurs erreurs, exacerbé l'opinion par leurs exigences.

Ici encore il était dans la nature des choses que le groupement soit tenté d'abuser de sa puissance pour faire prévaloir ses intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

A partir du moment où un Pouvoir énergique ne se dressait plus pour l'en empêcher la corporation donnait libre cours à ses passions égoïstes, son orgueil despotique, son ombrageuse susceptibilité.

La Tour du Pin avait senti cette nécessité d'un pouvoir fort. Mais, sans égard pour l'expérience du passé, il faisait confiance au monarque restauré pour maintenir entre les divergences des intérêts la juste harmonie.

Il est permis de se demander si cet optimisme n'est pas bien hasardeux.

Là où la Royauté, affermie par dix siècles continus d'existence, a échoué, est-il raisonnable de penser qu'une monarchie fraîchement établie réussirait ?

CHAPITRE VI

L'EXPERIENCE CORPORATIVE ITALIENNE

A l'inverse du Moyen-Age, les Corporations italiennes sont issues d'une volonté systématique de créer un ordre nouveau.

Ce fait rend leur étude particulièrement intéressante puisqu'il s'agit ici, dans une certaine mesure, d'une mise en application de théories préconçues.

Si les disciples de La Tour du Pin, voulaient effectuer la réalisation de son Programme ils se trouveraient devant le même problème. Il est donc extrêmement profitable d'examiner la manière dont les dirigeants fascistes mènent une expérience qui, si elle n'est pas sans présenter de profondes différences avec celle de La Tour du Pin, offre par ailleurs avec elle de profondes analogies.

La confrontation des théories et des faits comporte toujours de fructueux enseignements.

Il semblerait qu'ici l'observation soit particuliè-

rement aisée puisque l'expérience se déroule sous nos yeux.

Je ne le pense pas pour plusieurs raisons.

D'abord parce que cette expérience n'a pas atteint son plein développement et qu'il est difficile de se prononcer sur des institutions à peine ébauchées.

D'autre part, la question est d'une actualité trop brûlante pour qu'un observateur même impartial ne risque pas d'être induit en erreur par des informations tendancieuses ou erronées.

Enfin, pour porter un jugement digne de considération il manque encore le recul du temps.

Ces réserves faites, il importe d'examiner tout d'abord les origines doctrinales des institutions qui prennent corps peu à peu.

Les corporations italiennes sont le produit de la révolution fasciste. L'étude de la doctrine du parti triomphant doit pouvoir nous permettre d'en découvrir les sources.

Cette doctrine a été longtemps hésitante, d'aucuns même ont pu soutenir avec vraisemblance qu'elle n'existait pas. Le Fascisme était avant tout action. La doctrine ne s'est précisée qu'après son arrivée au pouvoir.

Suivant l'expression du Professeur Lescure dans son cours sur le Fascisme : « Le fascisme n'avait pas de programme préparé d'avance. Il répugnait au système car la vie est une réalité. »

Cependant Mussolini, son chef, reconnaissait que des influences doctrinales avaient contribué à sa formation,

Parmi les théoriciens français il citait Péguy, Sorel, Lagardelle.

Ces auteurs, comme on le sait, sont assez éloignés des idées défendues par l'école catholique et corporative à laquelle se rattache La Tour du Pin. Cette école n'a donc eu aucune influence directe sur l'éclosion des corporations italiennes.

Mais le fascisme, plus que ce qu'il voulait, savait surtout ce qu'il ne voulait pas.

Il fut, dès le début, irréductiblement hostile à la fois au libéralisme et au socialisme.

Cette double inimitié qui avait été à la base de toutes les théories de La Tour du Pin va se trouver par un étrange parallélisme à l'origine de tous les efforts de Mussolini.

Le fascisme est anti-libéral. Mussolini, ainsi que La Tour du Pin, considère le capitalisme comme un régime historique qui a fait son temps. dont il est peut-être nécessaire de ménager les vestiges à titre transitoire, mais qui n'en est pas moins condamné.

Comme le théoricien français du corporatisme, il stigmatise le vice inhérent à ce régime : l'anarchie de la production. Avec lui il souligne la nécessité de l'organisation professionnelle.

Revenu de ses idées premières, le fondateur des faisceaux voit dans le socialisme un adversaire aussi dangereux.

L'expérience lui a appris qu'un régime de ce genre encourageait la paresse en enlevant le stimulant du profit. Il a compris la nécessité de la propriété individuelle, mais, de même que La Tour du Pin, il

veut réprimer les abus auxquels ont donné lieu son exercice.

Pour lui aussi la propriété est une fonction sociale et non un droit individuel.

Il repousse non moins énergiquement cette notion de lutte de classes, si violemment combattue par les catholiques sociaux, et il conclut comme eux à la nécessité de la collaboration des classes dans un organisme respectant la propriété mais coordonnant les efforts : Corporation.

Mais ici les divergences des deux doctrines apparaissent.

Pour Mussolini, le but de la Corporation est surtout économique et politique : augmenter la production, servir de support à l'Etat corporatif. Tandis que pour La Tour du Pin et l'école catholique il est avant tout social. « Assurer le règne de la justice et de la charité. »

L'Etat fasciste totalitaire, pratiquant l'autarchie, sera amené à exercer un interventionnisme plus large sur les corporations. Celles-ci, loin d'être des organismes intermédiaires autonomes et décentralisés, conçus par La Tour du Pin, ne seront que les instruments de la domination de l'Etat sur l'économique et le social.

Suivant la remarque de Monsieur Prélot : « L'Etat fasciste ne se dit point Etat corporatif parce qu'il serait construit corporativement, il s'affirme corporatif en tant qu'il est lui-même la corporation. »

L'Ecole française de la contre-révolution considère au contraire la corporation comme une de ces sociétés naturelles restant en dehors de l'Etat et qu'il doit reconnaître telles que la vie les constitue.

Le divorce des deux systèmes est donc complet. Nés du même désir de réformer les défauts de ce qui est, ils se séparent comme tant d'autres quand il s'agit de choisir ce qui remplacera l'ordre prescrit.

Ce n'est pas seulement par la critique des idées libérales ou socialistes que La Tour du Pin se rapproche de la conception fasciste, c'est aussi par la façon dont il a prévu que devait débiter l'expérience corporative.

Il voyait dans le syndicalisme un stade particulièrement propice entre le régime d'hier et celui de demain. Le syndicat mixte lui semblait la cellule idéale de la corporation.

Plus réaliste et même empiriste que doctrinaire, Mussolini, lui aussi, n'a pas cherché à établir d'un seul trait le système corporatif. Avant d'entrer dans la phase corporative, il a aménagé une phase syndicale.

Celle-ci a débuté, dès l'arrivée au pouvoir des faisceaux, par une habile préparation politique des transformations sociales envisagées.

Le nouveau gouvernement s'est efforcé de dissiper les préventions populaires en réglant d'une manière favorable aux ouvriers la plupart des conflits du travail.

Puis, ayant créé une ambiance plus confiante, il a procédé à la dissolution des syndicats socialistes et chrétiens où régnait un esprit hostile à l'expérience qu'il voulait tenter.

Ces groupements ont été remplacés par des syndicats fascistes, patronaux et ouvriers, pépinière de chefs pour la future organisation professionnelle.

Evidemment Mussolini, éclairé par les mécomptes

du passé, n'a pas, comme La Tour du Pin le préconisait, fait confiance aux syndicats mixtes. Néanmoins, l'un comme l'autre ont senti la nécessité d'utiliser cette force nouvelle du syndicat à l'élaboration corporative.

Allant plus loin, la loi de 1926, dont les principales dispositions devaient être prises l'année suivante par la Charte du Travail, donne aux syndicats autorisés le monopole de la représentation professionnelle, interdit les « lock-out » et les grèves, créa une juridiction spéciale pour connaître les conflits du travail, « la Magistrature du travail ». Bientôt l'organisation fut complétée par l'institution des contrats collectifs élaborés par l'intermédiaire des syndicats.

Parallèlement, le gouvernement fasciste instituait les cadres du futur régime.

Dès juillet 1926, le Ministère des Corporations et le Conseil National des Corporations étaient créés. Ils n'avaient alors d'autre but que de préparer l'organisation corporative puisque les organes qu'ils auraient dû diriger ou contrôler n'existaient pas encore.

Ce n'est que par la loi du 5 février 1934 que l'expérience entre dans sa phase véritablement corporative, dans l'ère des réalisations.

L'organisation professionnelle comporte à l'heure actuelle une organisation syndicale et une organisation corporative proprement dite, mais toutes deux sont subordonnées à un organisme unique, le Conseil National des Corporations, composé de représentants de l'Etat du parti fasciste, des associations syndicales supérieures, tous nommés par décret. Il est présidé par le chef du Gouvernement.

Il comprend sept sections au sein desquelles les représentants des syndicats patronaux et ouvriers sont en nombre égal.

Le fascisme, comme La Tour du Pin, a ici rompu, non seulement avec les pratiques modernes d'hégémonie patronale de l'économie, mais encore avec la tradition du Moyen-Âge où, seuls, les maîtres avaient voix au chapitre dans les délibérations corporatives.

Les sections de ce conseil se réunissent deux fois par an en assemblée générale.

Dans l'intervalle des sessions, un Comité Corporatif Central assure le fonctionnement du Conseil. Il revêt donc une très grande importance.

Le Conseil intervient dans les questions sociales et les questions économiques qui sont du ressort, soit des associations syndicales, soit des corporations.

L'organisation syndicale, au sens fasciste du mot, comprend des organisations ouvrières et patronales se correspondant.

A la base se trouvent des associations syndicales, au deuxième degré, des unions régionales, enfin, sur le plan national, des fédérations nationales groupant les unions régionales et des confédérations, moins nombreuses, groupant les fédérations appartenant à la même branche d'activité économique.

L'organisation purement corporative comprend vingt-deux corporations groupées par cycle productif, c'est-à-dire que les professions s'occupant de la production, de la distribution et de la consommation d'un produit sont englobées dans la même corporation.

La Tour du Pin préférerait la corporation de catégorie comprenant les professions faisant partie d'un

même stade de la production. Il lui semblait préférable de grouper des gens ayant manifestement des intérêts communs alors qu'à des stades différents les membres se trouvant dans des situations de fournisseurs et de clients ont bien des raisons d'antagonismes.

Peut-être faut-il voir dans la décision fasciste une volonté de ne pas créer une trop grande cohésion entre les membres de la corporation qui rendrait plus difficile une intervention de l'Etat ?

Le conseil d'administration de ces corporations comprend un président qui est de droit le ministre des corporations, trois représentants du parti fasciste qui choisissent un vice-président de droit, les autres membres désignés par le décret d'institution de la corporation sont des représentants des patrons et des salariés en nombre égal.

L'ordre pour les délibérations est établi par le Président et approuvé par le Chef du Gouvernement.

Cette organisation, étatique et centralisée, est complétée par des conseils provinciaux reconstitués dans chaque province. Ils ont, en théorie, dans ce cadre, un rôle analogue à celui du Conseil National des Corporations.

A la distinction de l'ordre syndical et de l'ordre corporatif pur correspond un départ d'attributions entre les deux éléments de l'organisation professionnelle fasciste.

Des syndicats sont confinés dans des tâches sociales. Ils assurent la défense des intérêts matériels et moraux de leurs membres, s'occupent de promouvoir les œuvres d'assistance et de prévoyance à l'aide des

contributions perçues sur leurs membres, d'assurer l'arbitrage, de régler l'apprentissage. Ils assument la représentation de la profession devant les pouvoirs publics et dans les corporations, passent les contrats collectifs, intentent les actions collectives devant les tribunaux.

Ils remplissent donc en fait une grande partie des fonctions que La Tour du Pin attribue dans son système à la corporation, organe social.

Au contraire, la corporation telle qu'elle est définie par la loi du 5 février 1934, dispose de pouvoirs plus étendus dans l'ordre économique que dans l'ordre social.

Elle remplit en effet une triple fonction : réglementaire, consultative, et de conciliation.

Tout d'abord, fonction de réglementation, la corporation « élabore des normes pour le règlement collectif des rapports économiques et pour la discipline unitaire de la production ».

Ainsi que le fait remarquer le Professeur Lescure, cette formule est assez vague. Elle semble indiquer cette réglementation très stricte des quantités à produire et des usines qui les fabriquent. L'initiative privée se trouve par là même durement bridée.

La corporation reçoit également dans la branche de sa compétence, « la faculté d'établir les tarifs s'appliquant aux prestations et aux services économiques et ceux des prix des biens de consommation offerts au public dans des conditions privilégiées ».

Enfin, elle examine tous les accords conclus par les associations syndicales qu'elle relie entre elles.

Ces normes, ces tarifs et ces accords, sont soumis

à l'approbation de l'assemblée générale du Conseil des Corporations et deviennent obligatoires dès qu'ils ont été publiés par décret du Chef du Gouvernement.

La Corporation remplit aussi une fonction consultative. Elle donne son avis sur toutes les questions intéressant la branche de son activité chaque fois qu'elle en est sollicitée par les administrations publiques compétentes.

Enfin, la corporation, empiétant un peu sur les attributions sociales des syndicats, joue le rôle, à l'échelon supérieur, d'organe de conciliation des conflits collectifs du travail.

En dehors de ces fonctions économiques et sociales, la corporation, dans l'esprit de ses fondateurs comme dans celui de La Tour du Pin, doit se trouver à la base de la représentation politique de la nation.

En maintes circonstances, les dirigeants fascistes ont affirmé leur intention d'en finir avec une Chambre des Députés élue suivant un système analogue à celui pratiqué dans les Etats parlementaires et démocratiques.

C'est désormais au sein des groupements corporatifs que sont recrutées les personnalités appelées à faire partie de la nouvelle assemblée politique.

Ainsi le corporatisme italien présente-t-il donc un système théorique complet embrassant à la fois l'économique, le social et le politique.

Ce serait se faire une idée bien inexacte du régime corporatif italien que de se contenter pour l'apprécier d'une sèche énumération de textes législatifs.

La plupart de ceux-ci sont si récents, certains

d'entre eux contiennent de telles obscurités, qu'il est nécessaire, pour tenter de porter un jugement d'ensemble, d'examiner le fonctionnement, non plus théorique, mais pratique, de ces institutions et les résultats provisoires de leur activité.

Si nous envisageons tout d'abord le rôle des organismes syndicaux, nous constatons qu'ils se sont efforcés dans une large mesure de remplir l'ambitieux programme qui leur a été assigné.

L'usage des conventions collectives déterminant le plus souvent les salaires s'est généralisé dans l'industrie et le commerce, s'il n'est pas encore très fréquent dans l'agriculture. La violation de ces conventions, homologuées par le Ministre des Corporations, a été sanctionnée par des peines sévères.

Les conflits du travail ont été soumis à l'arbitrage obligatoire et, lorsque la conciliation n'avait pu se faire, aux tribunaux du travail. Mais ce dernier cas s'est produit rarement et la plupart des contestations ont été résolues au cours de la phase arbitrale.

Les conditions du travail ont été fixées d'une manière précise.

Les syndicats ont repris avec succès la gestion des œuvres sociales assumées autrefois par les associations ouvrières socialistes et chrétiennes, ils y ont ajouté une institution originale : l'organisation des loisirs assurée par l'œuvre nationale du Dopo-Lavoro.

L'ensemble de ces mesures a permis le maintien de la paix sociale, but que cherche à atteindre l'ordre fasciste aussi bien que l'ordre social chrétien.

Les grèves ont été durement réprimées.

L'absence de liberté des expressions de la pensée ne permet pas de savoir si l'esprit de lutte de classes subsiste encore.

Certes, des conflits entre patrons et ouvriers se manifestent de temps à autre, ils sont masqués par la presse fasciste et réglés d'autorité par le Gouvernement.

Durant la crise, les salaires réels des travailleurs ont plutôt diminué. La tendance gouvernementale actuelle, depuis la dévaluation, serait de ne pas les laisser tomber trop bas, et une hausse de 10 pour cent vient d'être décrétée au mois de mai 1937.

Les conditions du travail ont été nettement améliorées par la réglementation. Elle a assuré à l'ouvrier une indemnité en cas de renvoi, des congés payés, une meilleure répartition du travail. La semaine de quarante heures a été partiellement appliquée dès 1934.

Est-ce à dire que l'ouvrier italien est plus heureux qu'auparavant ? C'est là une notion bien subjective dépendant du tempérament de chacun. La seule remarque que l'on puisse faire dans ce domaine c'est qu'à mesure que les libertés publiques disparaissent le travailleur italien perd une partie de sa personnalité, de son initiative propre. En souffre-t-il ? Là est la question.

Les organisations syndicales, aux tâches limitées, n'ont donc pas eu de peine à les accomplir d'une manière assez stricte. Il n'en est pas de même des organisations corporatives.

Celles-ci, outre des fonctions consultatives et de

conciliation, dont elles s'acquittent aisément, ont reçu par la loi du 5 février 1934 un véritable rôle de direction économique assorti de pouvoirs aussi redoutables qu'imprécis.

Dans cette voie, particulièrement dangereuse, les corporations ne se sont engagées que très prudemment. Elles ont cherché plus souvent à concilier les intérêts divergents des producteurs qu'à leur imposer une réglementation générale.

Les organismes corporatifs se sont facilement acquittés de leur rôle de défense des intérêts collectifs des producteurs. Des vœux ont été émis, au cours de leurs délibérations, tendant à la révision des tarifs douaniers, à l'obtention d'allègements fiscaux. Des mesures ont été fréquemment prises pour créer des comités techniques qui travailleraient à l'amélioration des procédés de fabrication. Des réclamations se sont élevées en vue d'obtenir la formation de cadres professionnels plus qualifiés.

Mais le véritable contrôle de l'activité économique a été plus souvent, en fait, exercé par l'Etat que par la corporation, quoiqu'une évolution en sens contraire semble vouloir s'amorcer.

Une loi du 2 janvier 1933 conférait au Gouvernement le droit de soumettre à un régime d'autorisation préalable les industriels qui désirent fonder ou étendre des établissements. C'était le Ministre des Corporations qui prenait les décisions, les organismes corporatifs ne faisaient que formuler des avis.

Le système vient d'être abrogé et maintenant ce sont les corporations qui se prononcent sur les demandes très souvent accordées.

C'est là un premier pas sérieux dans la voie du contrôle de la production.

L'aménagement se poursuit plutôt par l'intermédiaire de comités corporatifs formés au sein de la corporation et s'occupant d'un produit ou d'une catégorie de services.

Certains d'entre eux jouent un rôle important.

L'institut du coton, par exemple, contrôle à la fois l'achat des matières premières, la fabrication et la vente des produits.

Les Conseils des corporations paraissent plutôt s'occuper d'établir des règles techniques de fabrication.

Les Corporations ont exercé un contrôle encore plus discret sur le commerce intérieur.

Dans la plupart des cas, leurs efforts se sont bornés à la rédaction de contrats-types de vente et à l'inscription des conditions uniformes dans les marchés.

Parfois, cependant, une réglementation plus étroite des prix a été effectuée par les Corporations. C'est ainsi que pharmacies et laiteries ont été soumises à une tarification de tous leurs produits.

Mais, en règle générale, l'Etat garde la haute main. Durant la période des sanctions, ce n'est pas aux organismes corporatifs qu'a été confiée la taxation très sévère des prix, mais aux syndicats sous le contrôle du Parti fasciste. A une date très récente, ce contrôle a été remis aux corporations, mais il n'y a encore aucun document permettant d'apprécier leur activité.

De même, le commerce extérieur a été beaucoup

plus contrôlé par l'Etat que par les organismes corporatifs.

C'est une institution dépendant directement de l'Etat, la surintendance des Echanges, qui réglemente le commerce d'importation, en accord, il est vrai, avec l'organisation corporative.

Dans le domaine de l'exportation, enfin, les corporations ont limité leur activité à imposer des règles uniformes pour la présentation des produits.

Ainsi, toute l'activité économique de cette immense organisation s'est bornée à un domaine très modeste, en dépit des affirmations ambitieuses, et d'un zèle très réel des dirigeants corporatifs.

Il serait injuste de dire à ce propos que « la montagne a accouché d'une souris » puisque l'expérience est loin d'être terminée et que son évolution immédiate semble contredire les pratiques des dernières années.

Quoiqu'il en soit, au terme de cette étude, il est nécessaire d'arrêter le bilan de cette expérience fasciste, malgré son caractère provisoire et essentiellement révisable.

Jusqu'à cette année 1937, les corporations italiennes après trois ans de fonctionnement effectif, se sont comportées comme des organismes publics exerçant, au nom de l'Etat et sous son contrôle, le plus étroit des pouvoirs réglementaires et administratifs, dans l'ordre économique et social.

Cette organisation corporative a fait preuve d'un entier dévouement au service de l'Etat et jamais, jusqu'ici, un conflit public n'a éclaté entre les groupes

d'individus dont elle est constituée et la puissance souveraine.

La composition de ces organismes laissait d'ailleurs peu de chance à cette éventualité de se produire, les représentants de l'Etat et du parti fasciste dans les corporations surveillant étroitement l'orthodoxie des représentants syndicaux, eux-mêmes désignés par décret.

En résumé, jamais encore les corporations italiennes n'ont pu exercer le droit propre qui devait, suivant La Tour du Pin, être l'essence des associations professionnelles corporatives.

Les dirigeants professionnels, au contraire, ont agi comme des sortes de fonctionnaires de l'ordre économique, pourvus d'une délégation spéciale des pouvoirs publics.

En faut-il conclure que l'organisation italienne diffère et différera toujours radicalement de la conception corporative du sociologue chrétien ?

Ce serait peut-être excessif de l'affirmer.

Si l'organisation actuelle marque la volonté fasciste de subordonner l'économique au politique, son existence même démontre que l'Etat totalitaire a perçu la complexité de l'activité économique et ressenti la nécessité de confier son contrôle aux producteurs eux-mêmes.

C'est là un premier point très important.

Une seconde observation va permettre d'aller plus loin.

L'expérience de ces trois années s'est écoulée au milieu de circonstances économiques et politiques un peu exceptionnelles. Il est permis de croire que la

crise, d'une part, la guerre d'Ethiopie d'autre part, avec les sanctions, n'ont pas été sans aggraver la tutelle étatique sur les corporations.

Passés ces caps douloureux la corporation s'orientera-t-elle vers une plus large autonomie ? Certains symptômes semblent l'indiquer.

L'expérience italienne nous a montré, en second lieu, une organisation professionnelle, non seulement remplissant la plupart des tâches sociales et politiques que lui avait assignées La Tour du Pin, mais aussi visant à un rôle de direction économique beaucoup plus vaste que celui dans lequel l'avait cantonné le théoricien français.

Cependant, un examen du fonctionnement effectif des organismes d'outre-Monts nous a révélé dans quelle mesure bien limitée ce vaste programme avait été effectué.

Aux prises avec la réalité des faits économiques, les dirigeants fascistes ont tâtonné, biaisé, parfois reculé; ils ont sur bien des points suivi la voie prudente tracée par La Tour du Pin.

A son exemple, en dehors de quelques directives générales sur l'amélioration des conditions techniques de la production et de la vente, ils se sont contentés, au cours de solennelles délibérations, de prendre de vigoureuses mais théoriques résolutions sur la nécessité de limiter la concurrence abusive et de remédier au désordre engendré par l'anarchie de la production.

Ainsi donc, si l'on met à part quelques réalisations fragmentaires, si l'on exclut également les mesures prises directement par l'Etat fasciste, en fait la politique économique suivie par les corporatives ita-

liennes a été assez conforme aux directives tracées par La Tour du Pin.

Est-ce une curieuse coïncidence ?

Ne serait-ce pas plutôt une vérification expérimentale de la souplesse des théories corporatives de l'auteur des « Jalons de Route » ?

Des analogies ont été dégagées entre ces deux systèmes qui, à première vue, ne semblaient guère en comporter. Peut-être est-il possible de tirer d'une expérience en cours des enseignements pour apprécier les conditions de réalisation d'une théorie encore inappliquée.

A l'origine de l'organisation italienne, comme à la source de la corporation du Moyen-Age, il y a une doctrine, voire même une mystique. Cette mystique soutient la tentative fasciste comme elle a longtemps soutenu les institutions médiévales.

Le facteur moral est donc aussi indispensable aujourd'hui que dans l'Ancienne France pour la réalisation de l'ordre corporatif. Ceci confirme l'observation de La Tour du Pin.

En second lieu, dans l'Italie fasciste encore plus que dans la France du Moyen-Age, le rôle d'un Etat fort est indispensable pour régler l'organisation corporative.

Le péril constitué par cette intervention nécessaire n'est apparu que tardivement sous l'Ancien Régime. Sa menace, au contraire, a pesé dès sa naissance sur l'organisation Italienne.

Ici encore La Tour du Pin avait eu la vision prophétique de ce danger.

Enfin, l'expérience en cours démontre la difficul-

té d'agir sur l'économie, non pas seulement par une action étatique, mais encore à l'aide d'une organisation des agents producteurs eux-mêmes.

Là aussi cette observation confirme, non pas une idée exprimée par La Tour du Pin, mais un instinct inconscient qui l'avait empêché de se lancer trop avant dans un domaine semé d'embûches et de déceptions.

CONCLUSION

Dans la première partie de cette étude un système économique social et politique a été exposé.

Dans la deuxième, il a été soumis à des objections théoriques et pratiques.

Il faut maintenant dégager de cet examen, les enseignements concrets qu'il comporte.

Dès lors, il est nécessaire de répondre à cette triple question.

Le programme élaboré par La Tour du Pin est-il susceptible d'être pratiquement réalisé ?

Si oui, est-il souhaitable qu'il le soit dans sa totalité ?

Sinon, dans quelle mesure peut-il faire l'objet d'applications partielles ?

A mon sens, les développements consacrés antérieurement aux expériences corporatives de l'Ancienne France et de l'Italie moderne permettent de se prononcer par comparaison avec une relative aisance sur la première de ces questions.

Dans ces différents cas, nous l'avons noté, l'organisation corporative a vu son succès concorder avec l'existence, d'une part, d'un esprit mystique d'abné-

gation de l'individu devant l'intérêt du groupe, d'autre part, avec la présence d'un pouvoir fort et prestigieux exerçant sur les associations une tutelle vigilante et sans faiblesse.

Est-il exagéré de dire que, dans les circonstances présentes, il ne semble pas que ces conditions se trouvent réalisées dans notre pays et qu'il paraîtrait téméraire de vouloir engager à l'heure actuelle en France l'exécution du système que La Tour du Pin avait conçu pour y être appliqué.

Certes, le doctrinaire français n'avait pas mésestimé cette difficulté. Il avait mis sa confiance dans un renouveau de l'esprit chrétien et dans une monarchie restaurée.

Depuis le temps où La Tour du Pin formulait ses espoirs, aucun fait ne s'est produit tendant à leur donner quelque consistance.

Evidemment, il n'est point besoin « d'espérer pour entreprendre, de réussir pour persévérer. » Mais encore conviendrait-il, en ce cas, d'avoir une confiance absolue dans la nécessité de la tentative que l'on voudrait mener.

Il faudrait ici, pour ce faire, avoir la conviction que l'organisation tracée par La Tour du Pin est celle qui doit donner en tous points les résultats les plus favorables.

Je ne saurais m'en porter garant.

Je pense, au contraire, que l'application intégrale de ce système corporatif risque de provoquer à l'expérience certains mécomptes assez graves.

En effet, il me paraît inévitable, quelles que soient les précautions prises, qu'une suppression ab-

solue du régime libéral et capitaliste, caractérisé par la liberté du travail, n'entraîne tôt ou tard une diminution de la production, résultant des entraves apportées à l'initiative privée, à la libre concurrence et à la formation du profit.

Cet affaiblissement de la production aurait pour conséquence une décroissance parallèle du bien-être général et irait ainsi à l'encontre du but recherché.

D'autre part, il me semble qu'il est aussi néfaste de refuser de considérer l'individu même comme une des bases sociales que de négliger l'importance de la famille ou de la corporation, et qu'il est périlleux de confier un rôle constitutionnel de premier plan à des catégories professionnelles qui, par essence, ont moins la notion de l'intérêt général que la conscience de leurs intérêts particuliers.

L'exemple de la France de l'Ancien Régime et l'échec final des Etats généraux ne peut que confirmer cette opinion.

Est-ce à dire, cependant, qu'il n'y ait aucun profit concret à tirer des idées émises par La Tour du Pin et que sa conception corporative ne soit pas autre chose qu'une de ces brillantes vues de l'esprit que l'on qualifie d'utopie ?

Je ne le pense nullement.

Bien au contraire, je crois qu'il y a là une source d'idées fécondes et que, sans adopter en bloc son plan d'organisation, il est possible de promouvoir, dans le cadre du régime actuel, une série de réformes profondes, permettant d'atteindre certains des buts visés par le sociologue chrétien, sans toutefois modifier dan-

gereusement un équilibre économique et social difficilement maintenu.

C'est là un programme plus restreint, paré de moins de séduction, mais aussi recélant moins d'embûches.

Dans son œuvre la Tour du Pin a mis en vedette quelques idées particulièrement susceptibles, à mon sens, d'inspirer une réorganisation judicieuse du système qui nous régit.

Tout d'abord, idée originale au temps où se situe la majeure partie de son œuvre, il a fait ressortir l'impérieuse nécessité de substituer à la notion de lutte de classes celle de collaborer entre les classes et, dans tous ses écrits, il s'est attaché à découvrir les moyens les plus aptes à y parvenir.

En second lieu, il a proclamé l'un des premiers, le droit de la profession à s'organiser, y ajoutant comme corollaire le devoir d'exercer sur ses membres une stricte discipline.

Enfin, il a, assez justement, déterminé l'attitude respective que devraient avoir, l'un en face de l'autre, l'Etat et la profession organisée.

A l'Etat, il confiait une fonction de contrôle sur la profession dans les limites du bien commun, à la profession il attribuait un rôle consultatif et le chargeait d'éclairer la puissance publique dans les domaines si particuliers de l'économie.

Ces directives générales ont servi de bases à un certain nombre de réformes qu'il a préconisées et qui peuvent très facilement être exécutées sans modifier la structure même du régime sous lequel nous vivons.

Il est possible, en effet, dans l'ordre économique,

sans pour cela supprimer la libre concurrence et l'initiative privée, d'établir le contrôle de la profession organisée sur la qualité des produits et sur la capacité professionnelles de ses membres, de même que de lui confier le soin de veiller à la formation technique des apprentis.

Dans l'ordre social, il serait, je pense, avantageux pour tous, comme le souhaitait La Tour du Pin, que les groupements professionnels se substituent à des efforts individuels fragmentaires et à une bureaucratie étatique et tracassière, dans la gestion des organismes de prévoyance et d'assistance, concernant les membres de la profession.

Parallèlement, dans l'ordre politique, sans toucher aux principes fondamentaux de notre représentation, il n'y aurait aucune difficulté et beaucoup de profit à généraliser la consultation obligatoire des organismes professionnels sur des questions strictement délimitées dans le domaine de leur compétence.

Les moyens de réaliser ces réformes, La Tour du Pin nous les a indiqués et nous pouvons y souscrire.

Donner un statut au groupement professionnel lui permettant d'agir pour la défense de ses membres et de la profession, de posséder, d'acquérir, de discipliner, d'élire des représentants, de constituer des organismes de gestion, de représentation et de consultation.

Pour mettre en œuvre ces facultés juridiques, réaliser la collaboration effective et confiante des syndicats patronaux et ouvriers dont il faudrait rendre l'adhésion plus générale et bannir les préoccupations politiques.

Il n'est point besoin d'aller plus loin. Il n'est pas nécessaire de confier à ces organismes l'ensemble du contrôle de la production et des échanges ni d'en faire les cadres à peu près exclusifs de la vie politique de la nation.

Il suffit qu'ils délibèrent sur les questions professionnelles envisagées, sous le contrôle de l'Etat, et que leurs organismes représentatifs permanents assurent le fonctionnement des services dont la charge leur est confiée.

Ces réformes limitées, j'en suis persuadé, ne peuvent sembler suffisantes aux partisans résolus du théoricien français du Corporatisme.

Et cependant, à y regarder de près, je pense que, non seulement elles sont dans l'esprit de son œuvre, mais encore, qu'à la lettre, il n'y a pas une très importante différence entre ce que La Tour du Pin a explicitement proposé et ce qui vient d'être exposé.

Celui-ci, en effet, a été souvent si prudent, si peu explicite, parfois si vague, que c'est plutôt un procès de tendance qu'il a fallu faire à son œuvre qu'une critique déterminée.

D'autre part, sociologue chrétien avant tout, il recherchait dans le corporatisme le moyen de réaliser son idéal de justice sociale, n'entraînant nullement à mon sens les contraintes économiques et politiques que nous repoussons.

Peut-être, dans une certaine mesure, s'est-il ainsi leurré. Peut-être est-il impossible de combler autrement certaines inégalités ? Quoi qu'il en soit, c'est sur le plan social qu'il avait délibérément placé sa conception corporative.

Il lui semblait, et je crois qu'il a vu juste, que le corporatisme social présentait, outre de nombreux avantages, beaucoup moins de risques que le corporatisme économique et politique.

Le premier tente d'enfermer le mouvement économique dans un cadre rigide, c'est aller contre la nature et cela ne peut durer sans danger.

Le deuxième repose sur un postulat inadmissible, celui de la convergence des intérêts particuliers des groupes et de l'intérêt général. Poussé à ces conséquences extrêmes, il peut déterminer une catastrophe.

Le corporatisme social, au contraire, part de l'idée d'une solidarité réelle entre tous les membres de la profession au-dessus des divergences de détail. C'est une vérité indéniable qui peut servir de point de départ à l'application d'une série de mesures sociales susceptibles de rendre plus sensible cette solidarité.

Il y a là, je crois, un moyen raisonnable de soustraire la profession, à la fois aux tentatives de l'étatisme et de l'anarchie.

La Tour du Pin l'a tenté, il a compris très justement aussi qu'il avait une œuvre à réaliser, exigeant beaucoup de souplesse et de doigté. Mais le but à atteindre en vaut la peine.

Il a tracé la voie, il en a prévu les dangers, signalé les obstacles. D'autres peuvent la suivre et la continuer.

VU :

Le Président de la thèse,

J. LESCURE

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de La Tour du Pin :

- 1871 — *L'Armée française à Metz.*
1873 — *Un fait nouveau dans la question ouvrière.*
1880 — *Lettres de l'étranger.*
1883 — *Résumé des principes de l'OEuvre des Cercles catholiques d'ouvriers sur le régime du travail dans l'ordre social chrétien.*
1907 — *Vers un ordre social chrétien. Jalons de Route.*
1909 — *Aphorismes de politique sociale.*
1910 — *Essai sur la possibilité de faire l'économie d'une révolution.*
1911 — Article « *Individualisme* » dans le Dictionnaire apologétique de la Foi catholique.
1911 — *Feuillets de la vie militaire sous le Second Empire.*
1919 — *De la réfection sociale du pays envahi.*
1919 — *De la représentation de l'agriculture.*

AUTRES OUVRAGES :

- Baconnier* — Régime corporatif.
- Barthelemy* — La Crise de Démocratie.
- Bossau de Garaguol* — La Tour du Pin d'après lui-même.
- Bottai* — L'organisation corporative de l'Etat.
- Bourguin*. — L'Etat corporatif en Italie.
- Bouvier-Ajain*. — La doctrine corporative.
- Chenon*. — Histoire générale du droit français.
- Esmein*. — Histoire générale du droit français.
- Fontanille*. — L'œuvre sociale d'Albert de Mun.
- De Gailhard-Boucel*. — Le lieutenant-colonel de La Tour
du Pin - Chambly, Marquis de la Charce, et le
Centenaire de 1789.
- Gonnard*. — Histoire des doctrines économiques.
- Guillermain*. — La doctrine sociale de La Tour du Pin,
Cours professés au Cercle La Tour du Pin et à
l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales.
- Jolly*. — La Mystique du Corporatisme.
- Lescure*. — Le Fascisme. (Cours professé à la Faculté de
Droit).
- Lescure*. — Le nouveau régime corporatif italien.
- Luce-Gilson*. — Le corporatisme est-il niable ?
- Mauvillesco*. — Le siècle du corporatisme. Doctrine du
corporatisme intégral et pur.
- Martin St-Léon*. — Histoire des corporations et métiers.
- Mathon*. — La Corporation, base de l'organisation éco-
nomique.
- De Michelis*. — La Corporation dans le monde.
- Mussolini*. — Le Fascisme.
- Mussolini*. — L'Etat corporatif.

Olivier-Martin. — L'Organisation corporative de l'Ancien Régime. (Cours professé à la Faculté de Droit).

Pirou. — Le Corporatisme.

Pirou. — Archives économique en France depuis 1810.

Pirou. — Les nouveaux aspects du corporatisme.

Prélot. — L'Empire fasciste.

Rivain. — Un programme de restauration sociale.

La Tour du Pin précurseur.

Rosenstock Franck. — L'économie corporative en doctrine et en fait.

Sémichon. — Les idées sociales et politiques de la Tour du Pin.

Travaux du congrès des économistes de langue française 1936.

Valdour — Libéraux, socialistes, catholiques sociaux.

Viance. — Restauration corporative de la nation française.

THESES :

Agapitidés. — Le corporatisme en Italie. (Paris 1935)

Bodin de Galembert. — Le corporatisme italien. (Paris 1935).

Eble. — Les écoles catholiques d'économie politique et sociale en France. (Paris (1905).

Pré. — L'organisation des rapports économiques et sociaux dans les pays à régime corporatif. (Paris 1936).

Weiningher. — L'organisation syndicale et corporative Italienne. (Paris 1934).

PUBLICATIONS PERIODIQUES :

L'Action Française.

Bulletin du Cercle La Tour du Pin et de l'Union des Corporations françaises.

Bulletin d'études et d'informations économiques. Le régime corporatif italien. (Roger Picard).

Bulletin de l'U. C. F.

La Croix.

Documentation Catholique.

Dossiers de l'Action Populaire.

Esprit.

Les Etudes.

France Catholique.

Le Journal des Débats.

La Legislazione italiana.

L'Ordre social chrétien.

La Production française.

Revue hebdomadaire.

Revue de l'ordre corporatif.

Revue du Siècle.

Sindicati e corporazione.

TABLE DES MATIERES

<i>INTRODUCTION.</i>	7
<i>CHAPITRE PRELIMINAIRE.</i>	11
La Tour du Pin. Sa vie. Son œuvre, Les sources de sa pensée. Sa méthode. Son originalité.	
<i>CHAPITRE I.</i>	23
Esprit général de l'Oeuvre. Place de la Corporation dans la doctrine de La Tour du Pin. Critique du Libéralisme et du Socialisme. Exposé de l'ordre social chrétien.	
<i>CHAPITRE II.</i>	41
La Corporation, organe professionnel.	
<i>Section I.</i> — Les principes du Régime Corporatif.	41
<i>Section II.</i> — L'organisation des intérêts économiques	51
<i>Section III.</i> — Problèmes dont la solution est facilitée par les institutions corporatives.	57
<i>Section IV.</i> — Moyens d'instaurer le régime corporatif.	62
<i>CHAPITRE III.</i>	65
La Corporation, base représentative.	
<i>Section I.</i> — Le régime représentatif.	65
<i>Section II.</i> — La Représentation professionnelle.	72

<i>Section III. — L'organisation territoriale de la représentation.</i>	77
<i>CHAPITRE IV.</i>	83
Critique du système. — Les objections d'ordre général. Les objections d'ordre particulier. Les lacunes. Les obscurités. Les faiblesses.	
<i>CHAPITRE V.</i>	97
L'expérience corporative de l'ancienne France. — Origine. Organisation. Déviations. Echec final. Leçon à tirer de cet exemple.	
<i>CHAPITRE VI.</i>	117
L'expérience corporative italienne. — Sources doctrinales du mouvement. Développement historique. Mécanisme théorique actuel. Fonctionnement pratique. Résultats. Enseignements.	
<i>CONCLUSION.</i>	137

Imprimé en Belgique
